N° 004 | Octobre - Décembre 2015

ONU FEMMES

MALI MUSOW
Les Femmes du Mali

LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Préalable pour une Paix Durable

Les Forces Armées et de Sécurité : Acteurs de la Protection des Femmes et des Filles Avant, Pendant et Après le Conflit au Mali

Session de formation des Forces Armées par la spécialiste Paix et Sécurité de ONU Femmes. *Credits : ONU Femmes*

Les violences sexuelles et autres abus à l'égard des femmes en période de conflit et de post-conflit représentent un phénomène généralisé dans les conflits actuels. Le viol a été dans de nombreux pays utilisé comme arme de guerre et commis par différentes parties au conflit.

L'Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU Femmes) a inscrit l'intégration de mesures de protection des femmes et des filles en situation de conflit comme une priorité. C'est dans cette perspective que depuis Juillet 2012, ONU Femmes a établi un partenariat avec le Ministère de la défense et des anciens combattants pour la mise en œuvre du programme de « renforcement des capacités des forces armées et de sécurité pour la prévention et la protection des femmes et des filles en situation de conflit». Déjà jusqu' à 4839 agents des forces armées et de sécurité avaient été formés sur la protection des droits des femmes avant leur déploiement sur terrain. Ce Programme est financé par le Royaume des Pays Bas.

La deuxième phase de ce programme a démarré cette année 2015 par la formation de 400 agents des forces armées et de sécurité à Kati et 270 à Koulikoro composés d'officiers, sous-officiers, militaires du rang, policiers etc. Du témoignage de la point Focal Genre Section Droit Humanitaire de l'Etat-major General des Armées Colonel Aminata Diabaté « Ce partenariat ONU Femmes-Ministère de la défense et des anciens combattants à travers l'Etat-major Général des Armées reste encore une nécessité pendant cette période post crise ».

A propos des formations des troupes dont la phase 2 a commencé par Kati, Colonel Aminata Diabaté, explique que: « Du démarrage des sessions de formation à date, les différents corps d'armée qui ont reçu ces formations sont : la Garde républicaine, l'armée de l'air, l'armée de terre, la Gendarmerie et le Génie militaire. Le niveau d'assimilation des éléments est plus que satisfaisant. Les agents formés qui ont été déployés sont actuellement sur le théâtre des opérations, ils se comportent de la façon la plus humaine possible, font preuve de bons comportements et appliquent les notions apprises tout en faisant passer les informations à ceux qui n'ont pas encore bénéficié de ces sessions ».

Le programme visait à former 4000 Forces de défense et de sécurité et à sensibiliser 20 000 Militaires sur le front sur les notions clés en rapport avec la protection des femmes, des enfants et le Droit International Humanitaire. Les thèmes abordés durant les formations sont : (1) Le code de conduite militaire et les relations civilo-militaires ; (2) Les aspects genre et les Résolutions Internationales sur les femmes, la paix et la sécurité, (3) Le Droit International Humanitaire et la protection des populations, notamment des femmes ; (4) Le Droit International Humanitaire et la protection des enfants ; (5) Les violences basées sur le genre, notamment les violences sexuelles en situation de conflit ; (6) Le VIH/SIDA et les IST en situation de conflit ; (7) le service social des armées.

▶ **... lire la suite en page 18**

DANS CE NUMÉRO

Femmes, Paix et Sécurité	4
Coopération Système des Nations Unies et le Mali	8
Femmes et Autonomisation Économique	14
Femmes et Réponse Humanitaire	15
Lutte contre la Violence faite aux Femmes au Mali : Commémoration des 16 Jours d'Activisme	19
HeForShe	24
Echos des Régions	27
VIP Genre	36
Conseil Consultatif de la Société Civile	40

EDITORIAL

Chers Partenaires, Chères Lectrices, Chers Lecteurs

Dr Maxime Houinato *Crédits : C. Bah*

Enfin nous voilà en fin d'année 2015, une période de réflexion et de bilan, mais aussi une occasion de célébration et de réjouissance pour tous les efforts déployés et les nombreuses avancées que nous avons ensemble accomplies en cette année historique; une année 2015 qui, j'en suis sûr, sera marquée à jamais dans les annales du mouvement en faveur de l'égalité.

Année de commémoration des 20 ans de la Déclaration de Beijing et de son Plan d'actions ; 2015 marque l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les 15 ans de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

C'est également en 2015 que l'Organisation des Nations Unies a soufflé ses 70 bougies. Une opportunité qui a permis de mettre en lumière les défis qui perdurent et sur lesquels, nous devrions tous et toutes travailler afin d'atteindre les résultats escomptés dans les domaines stratégiques de la Paix et la Sécurité, du Développement, et des Droits Humains. Trois piliers essentiels qui ne sauraient avancer sans une prise en compte effective de la dimension Genre.

A cet égard, plusieurs actes courageux et décisions historiques ont été pris à travers le Monde en 2015 dont notamment l'Adoption par 193 États membres des Nations unies des 17 nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda Global de Développement 2016-2030, dont un spécifique sur le genre.

Ce 4ème trimestre aura particulièrement marqué l'Agenda Global Genre pour l'Autonomisation des Femmes et de l'Egalité des sexes. En effet, le 12 Octobre 2015, en marge de la Commémoration des 15ans de la Résolution 1325, la Directrice Exécutive de ONU Femmes, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies, Dr. Phumzile Mlambo-Ncguka, a lancé le Rapport sur l'Etude mondiale qui a été faite des 15 ans de mise en œuvre de la Résolution 1325. Une recherche qui a encore mis en exergue la nécessité d'inclure les questions d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes au cœur des programmes de gestion de conflit, de Paix et de Sécurité.

De même, le 13 octobre 2015, le Conseil de Sécurité des Nations adoptait à l'unanimité la nouvelle Résolution 2242 sur l'Agenda Femmes Paix et Sécurité et, le Secrétaire Générale des Nations Unies, M. Ban ki Moon, s'engageait personnellement pour que désormais 15% des fonds de Consolidation de la Paix soient alloués aux projets en faveur de l'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes.

Dans notre contexte local, le 4ème trimestre 2015 a été également riche en activités de promotion des droits des femmes maliennes et leur autonomisation. L'un des événements majeurs a sans doute été l'adoption tant attendue, le 12 Novembre, de la loi incluant des mesures pour la promotion du Genre aux fonctions nominatives et électives.

Aussi, le 21 octobre, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, organisait au Siège des Nations Unies, un évènement de plaidoyer de haut niveau en collaboration avec ONU Femmes et le Royaume de la Suède en marge de l'adoption du 2ème Plan d'Actions National (PAN) de la Résolution 1325.

Le 05 Novembre 2015, le Mali accueillait son 1er Conseil Consultatif de la Société Civile de ONU Femmes. Constitué de douze éminentes personnalités issues de la Société civile malienne, ce conseil servira d'appui, conseil et d'organe de plaidoyer aux interventions d'ONU Femmes au Mali.

Dans ce dernier numéro 2015 de «Mali Musow» votre magazine trimestriel, nous vous livrons les détails de ces deux évènements majeurs ainsi que plusieurs autres initiatives qui ont eu lieu ce trimestre non seulement sur le plan national, mais aussi dans nos régions dont les activités phares de la Commémoration de la Campagne des 16 Jours d'Activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. Festivités qui ont enregistré l'Illumination du Monument de la Paix à Bamako (en couverture), la tenue d'une marche Populaire à Mopti et l'Inauguration d'un Centre d'Appui Holistique aux victimes de violences basées sur le Genre à Konna.

Tant d'efforts communs, face auxquelles je tiens à vous réitérer Chers Partenaires ma profonde gratitude, ainsi que celle de toute l'Equipe de ONU Femmes Mali. Puisse 2016 être l'Année d'une réelle impulsion pour l'Autonomisation de la Femme Malienne dans un Mali égalitaire, stable et paisible.
Bonne et heureuse année à vous toutes et tous !

Dr. Maxime Houinato

Le Siège des Nations Unies abrite un Plaidoyer de Haut Niveau en faveur de la Participation Active des Femmes dans le Processus de Paix au Mali

(New York, 21 octobre 2015) En marge du 15ème anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, l'Ambassade du Royaume de Suède à Bamako, avec le Ministère Malien de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, et ONU Femmes ont tenu une rencontre de plaidoyer sur l'implication et la participation active des femmes dans le processus Paix et de réconciliation au Mali.

Une vue des Panelists. *Credits : Adam Ouologuem / Mali Watch*

La rencontre était facilitée par Mr. Yanick Glemarec, Assistant du Secrétaire General et Adjoint de la Directrice Exécutive de ONU Femmes. Quatre panelistes de haut niveau ont animé les débats dont le Ministre de la Promotion de la Femme du Mali, S.E. Mme Sangaré Oumou Ba ; S.E. Mme Margot Wallström, du Ministère des Affaires Etrangères de la Suède ; Mr. Edmond Mulet, Assistant du Secrétaire Général et Adjoint du Directeur des Operations de maintien de la Paix des Nations Unies. Représentant la Société Civile, Me Saran Keita, Présidente de l'antenne malienne du Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) a rappelé les nombreuses violations subies par les femmes pendant la crise multidimensionnelle que le Mali a connu en 2012 et les multiples actions qu'elles mènent dans le cadre de la sortie de crise et la recherche d'une paix durable.

Les représentants de plusieurs missions diplomatiques accréditées auprès des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers du Mali dont la France, le Royaume des Pays Bas et les pays membres du Groupe des Amis de la Résolution 1325, plusieurs agences du Système des Nations-Unies, des organisations de la Société civile de la Diaspora Malienne et Africaine et plusieurs organisations intergouvernementales étaient également présents.

L'objectif principal de la rencontre était de galvaniser un soutien politique et financier global pour la participation effective des femmes maliennes au processus de Paix. Il s'agissait principalement d'une opportunité de lobby pour soutenir une participation plus accrue des femmes aux instances et autres commissions créées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paix qui a été signé en juin 2015 après trois années de conflit au Mali. Aussi, il s'agissait de lancer un appel aux bailleurs pour contribution au financement du Basket Funds – AGENDA 1325- de $20m, créé pour soutenir la mise en œuvre du 2ème Plan d'Action National de la R1325 (PAN1325) par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et la Famille et ONU Femmes.

Les panelistes et l'audience ont tous reconnu et salué le rôle critique que les femmes maliennes ont joué dans le cadre du retour de la paix, et ce malgré les nombreuses violations dont elles ont été victimes. Les efforts menés par le gouvernement du Mali et les partenaires ont été également reconnus. La société civile malienne, et autres organes présents ont plaidé pour plus d'assistance et de soutien politique et financier aux femmes, non seulement celles directement affectées par la crise ; mais d'une manière générale en faveur des droits des femmes et leur représentativité au sein des instances de décisions.

Pour la Ministre du Royaume de Suède, S.E. Mme Wallström il ne s'agissait pas que d'un simple plaidoyer pour l'implication des femmes, mais d'une problématique humaine, une question de sécurité qui interpelle autant les hommes que les femmes.
M. Glemarec et S.E. Mme Sangaré ont, tous les deux, mis l'accent sur l'importance du financement des initiatives des femmes dans le domaine de la Paix et la sécurité. Pour eux, la mise en œuvre du PAN1325

devrait être un élément central dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix au Mali.

La Représentante de la Mission Permanente de la France, Mme. Vanessa SELK a saisi l'opportunité pour annoncer la contribution de la France de plus de 300 millions d'Euros pour soutenir la mise en œuvre de l'accord de Paix au Mali, cette somme a été annoncée par l'Elysée le 21 octobre dans le cadre de la visite d'Etat du Président Malien en France.

De gauche à droite: S.E. Mme. Margot Wallström, Ministre des Affaires Etrangères de la Suède - M. Yannick Glemarec, ASG Adjoint à la Directrice Executive de ONU Femmes and S.E. Mme. Sangare Oumou Ba Mali Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali : R. Brown / ONU Femmes

La réunion s'acheva par un vibrant appel des participants à l'endroit de tous les pays membres et des partenaires du Mali pour un soutien politique fort et un appui financier conséquent pour la participation des femmes maliennes au processus de Réconciliation et de Reconstruction d'un Mali en situation de post conflit.

Plusieurs autres recommandations ont été faites en faveur d'une grande implication des femmes parmi lesquelles:

1. Plus de soutien politique et d'actions conséquentes des plus hautes autorités pour une réelle participation des femmes aux instances de décisions

2. Une bonne coordination entre le Gouvernement et la Société civile dans le cadre de la mise en œuvre du PANR1325 et la nouvelle Résolution 2242 plus progressiste qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité le 15 octobre 2015

3. La mise en place d'un mécanisme de concertation régulier avec les partenaires et bailleurs pour plus de soutien politique et financier de l'Agenda 1325 fonds commun pour la mise en œuvre du PANR1325

4. La mise en place d'un mécanisme de veille, de suivi et d'évaluation régulier par les organisations féminines et la société civile pour une évaluation des résultats obtenus et la prise en compte des priorités des femmes dans la mise en œuvre de l'Accord, la consolidation de la cohésion sociale, la réconciliation et une Paix durable au Mali,

5. Un mécanisme d'échange favorisant le partage d'expériences des femmes maliennes avec les autres régions et femmes de par le monde dans le domaine de la gestion des conflits,

6. La tenue prochaine d'une rencontre similaire au Mali en vue de galvaniser encore plus de soutien pour la participation effective des femmes au processus de paix.

MALI MUSOW
Les Femmes du Mali

Bulletin trimestriel
ONU Femmes Mali

Badalabougou-Est
BP120, Bamako-Mali

Tél. : (+223) 20 22 21 24
Tél. : (+223) 75 99 79 42

mali.courrier@unwomen.org

Directeur de Publication et de la Rédaction :
Dr. Maxime Houinato
(Représentant Résident)

Conseillère du Directeur, Spécialiste Programme :
Dr. Aoua Djiré

Rédactrice en Chef :
Mme Coumba Bah

Suivi & Évaluation :
M. Adama Diallo

Représentation Politique :
M. Zan Fomba

Autonomisation Économique :
Mme Hady Sangaré

Lutte contre les Violences :
Mme Nana Mouneissa Toure

Paix et Sécurité :
Mme Marie-Josée Kandanga

Stagiaires :
Mme Aissata Aye Dicko
M. Mamadou Sidibé

Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

Le Numéro Vert à la Prévention des Violences Basées sur le Genre au Mali

Aujourd'hui M. X est un oncle qui s'estime heureux du fait que sa nièce, une petite fille de quatre ans, ait pu échapper à un acte de violence sexuelle grâce au numéro vert établi par ONU Femmes en partenariat avec la Police Nationale au Mali.

Des responsables de la Police et des Forces Armées lors de l'inauguration du Centre. *Crédits : M.C. Haïdara / Police*

En effet c'est à 19h05 le 27 mai 2015, que les opérateurs du Centre d'Appel recevaient l'appel de la Commune I du District de Bamako qui reportait un cas suspect de viol d'une petite fille de quatre ans. M. X confirme qu'en moins d'une quinzaine de minutes, les agents de la police arrivaient à mettre la main sur le suspect, réputé être un violeur en séries. Après l'arrestation du suspect, M. X affirme également avoir reçu une orientation pour la prise en charge sanitaire de la victime, où les examens ont confirmé des actes d'attouchements sexuels, mais pas de viol.

Si le pire a pu être évité dans cette situation, tel ne sera, malheureusement, pas le cas pour des milliers d'autres femmes et filles maliennes qui sont victimes de violences basées sur le genre. De cinq cent soixante-quinze en 2005 le nombre de femmes battues est passé à 1 002 en 2009, selon l'Association des Femmes Battues—et ces statistiques étaient recensées dans une situation de paix relative au Mali.

Or, il est connu que les conflits augmentent encore les risques de violences à l'égard des femmes et des filles. La pratique de l'utilisation du sexe comme arme de guerre est une des principales manifestations de ces violences en zone de conflit. Selon l'UNFPA, 30 pour cent des filles réfugiées sont violées en situation de crise humanitaire pendant leur fuite entre leur zone d'origine et leur camp ou le pays d'accueil. Pour le Mali, qui sort d'un conflit armé multidimensionnel qui aura duré plus de trois ans, 3 330 cas de violences basées sur le genre, dont 321 cas de violences sexuelles et 353 cas de violences physiques étaient reportés en 2013 par le Groupe Sectoriel en Charge et l'UNFPA.

Pour le Représentant d'ONU Femmes au Mali, Maxime Houinato : « la Paix est indispensable pour amorcer le relèvement et la croissance, mais elle ne peut être envisagée au détriment des femmes, ... Nous devons tous œuvrer pour punir les crimes imprescriptibles qu'elles ont subis et subissent encore ».

Dans le but d'apporter des mesures idoines de lutte et de prévention contre les violences basées sur le genre, et plus particulièrement de réduire les risques d'aggravation de la situation en périodes de crise et de post-crise, un Centre d'Appel et D'Orientation des Femmes et des Filles Victimes de Violences basées sur le Genre a été mis en place par ONU Femmes en partenariat avec la Police Nationale du Mali.

Opérationnel depuis mars 2014, le Centre fournit les services d'accueil, d'orientation et de prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre. Cependant le produit phare demeure le Numéro vert 80333 qui couvre l'ensemble du territoire et fonctionne 24 heures sur 24. Il est opéré par les agents de police chargés de recevoir et de traiter les appels de détresse et autres cas dénonçant les actes de violences basées sur le genre au Mali.

L'initiative est le fruit du partenariat établi en 2013 entre ONU Femmes et la Police Nationale du Mali et financée par le Royaume des Pays Bas dans le cadre du Programme d'Assistance aux Femmes et aux Filles affectées par la Crise, leur Réhabilitation et Pleine Participation aux Processus de Paix.

« Le numéro vert est un instrument qui va aider le Gouvernement du Mali dans ses efforts de lutte contre les VBG et la prise en charge des victimes... un combat que nous menons depuis longtemps » témoigne Mme Touré Yaba Tamboura, Conseillère Genre au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Femme.
Entre mars et décembre 2014, 506 cas de violences basées sur le genre ont ainsi été recensés, et de janvier à aout 2015, 330 cas.

► ... lire la suite en page 13

Intégration du Genre dans la Réponse au VIH/ SIDA et à l'Épidémie Ebola au Mali

Crédits : REUTERS/Joe Penny

Les femmes sont particulièrement affectées par le VIH/ SIDA et l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola. Elles représentent 55 à 60% des cas d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Ce pourcentage monte à 70% des cas au Liberia. Selon EDSM V la prévalence du VIH est nettement plus élevée parmi les femmes (1,3 %) que parmi les hommes (0,8 %). Une proportion encore importante de femmes séropositives (81%) et d'hommes séropositifs (90 %) n'ont jamais effectué de test du VIH ou en ont effectué un mais n'en connaissent pas le résultat. Cette féminisation du VIH/ SIDA est due au faible statut des femmes; aux rapports sociaux de force historiquement inégaux entre les hommes et les femmes ; aux relations inégales de pouvoir; aux pesanteurs socio culturelles ; aux interdits et les tabous renforcés par leur faible statut économique.

Les femmes sont majoritaires dans le groupe le plus à risque : les agents de santé, les aide-ménagères et les vendeurs et commerçants transfrontaliers. Elles occupent par ailleurs traditionnellement dans nos sociétés africaines la fonction d'animatrices de rituels et de cérémonie lors de funérailles. Or, les corps des patients décédés du virus Ebola sont des vecteurs extrêmement puissants de transmission de la maladie. Cette réalité place les femmes « animatrices de rituel funéraire », en situation de grande vulnérabilité.

De par leur position sociale dans la société, et leur vulnérabilité économique, les femmes ont un accès limité à l'information et au matériel de protection. Elles sont souvent dépendantes de leurs maris, chef de famille, sur ces deux points.

Des initiatives ont été prises par ONU Femmes au Mali pour la sensibilisation de proximité afin de diminuer le risque de contracter le VIH/ SIDA et le virus Ebola. Ces initiatives ont concerné la gestion, la prévention et la réponse efficace au Mali grâce à des approches sensibles au genre aux niveaux communautaire et national à travers les unités de prise en charge holistique, les actions de sensibilisation avec les forces armées et de sécurité. Ce qui a permis une diffusion massive des messages « genre », une mise à disposition des kits de lavage des mains aux ménages; des sessions de sensibilisation en langues locales ciblant toutes les communautés (femmes, chefs traditionnels; sages-femmes ; écoles etc) ; la diffusion d'émissions de dialogue sur les radios communautaires en mettant l'accent sur les faits, les normes de la société, et les fausses croyances sur Ebola.

Pour une réponse locale pérenne, ONU Femmes a développé une stratégie dont l'objectif se décline en quatre résultats :

1. Une campagne stratégique de plaidoyer d'information et de sensibilisation est développée et mise en œuvre dans les régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro et le District de Bamako (en ligne avec l'axe du Plan de riposte du Mali : Sensibiliser la population en améliorant l'information publique et la mobilisation sociale);

2. Les communautés sont responsabilisées pour mettre en place des mesures de prévention et de contrôle de la maladie afin de renforcer la stabilité économique et la résilience des ménages dirigés par des femmes (en ligne avec l'axe du Plan de riposte du Mali : Engagement et responsabilisation précoce des communautés pour la mise en place des mesures de prévention et de contrôle de la Fièvre Hémoragique Ebola);

3. Les capacités communautaires sur le suivi, la surveillance et le rapportage sur Ebola, en particulier sur les aspects genre, sont renforcées (en ligne avec l'axe du Plan de riposte du Mali : Interruption de la chaine de transmission de la maladie grâce à la surveillance active) ;

4. Renforcer le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme de l'enfant et de la Famille pour la prise en compte du genre dans la mise en œuvre du Plan de contingence du pays à tous les niveaux -départements sectoriels, communautés (en ligne avec l'axe du Plan de riposte du Mali : Renforcement de la collaboration).

UNDAF+ : La néssecité d'avoir une Stratégie Commune Genre au sein du SNU

Le Système des Nations Unies au Mali a amorcé en 2010 un processus de réforme intitulé « Unis dans l'Action ». En effet le 19 Janvier 2010, à Bamako, la Note Conceptuelle « Unis dans l'Action » qui constitue le document de référence du processus de réforme, a été signée lors d'une cérémonie officielle placée sous la haute présidence Son Excellence Monsieur Amadou Toumani TOURE, Président de la République, en présence du Premier Ministre, des membres du Gouvernement, des représentants des Institutions de la République, du secteur privé, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers. Cette Note Conceptuelle qui définit les grands axes de la réforme, détermine une feuille de route fixant des objectifs consensuels et précis pour la conduite du processus de réforme au Mali. L'objectif étant d'opérationnaliser la Réforme des Nations Unies à l'horizon 2013 dès le début du prochain cycle de programmation (UNDAF 2013-2017).

La réforme des Nations Unies illustrée par l'approche « Unis dans l'Action » vise une meilleure cohérence et une plus grande efficacité dans le soutien apporté par les Nations Unies au Mali à travers une programmation conjointe, un cadre budgétaire de référence unifié, un leadership apte à porter la voix du Système des Nations Unies et une approche opérationnelle plus concertée des actions. Cela devrait ainsi permettre de garantir une cohérence programmatique et opérationnelle des interventions des Nations Unies au Mali et de financer une intervention efficiente axée sur des résultats définis de manière consensuelle.

Le processus de Réforme des Nations Unies tel que défini au Mali, n'implique pas le regroupement de tous les organismes des Nations Unies en une seule entité

fusionnée. Ainsi le concept de « One UN » a laissé place à celui de « Delivering as One ». L'objectif recherché ne consiste pas en une unification du Système des Nations Unies mais en un positionnement stratégique et cohérent du Système des Nations Unies de sorte que les Agences se répartissent les domaines de concentration de façon complémentaire afin que chacune d'entre elles soient en charge des secteurs correspondant à son mandat respectif et dans lesquels elles disposent d'un net avantage comparatif.

C'est pour répondre à ce besoin de « delivering as one » au Mali que le Système des Nations Unies a officiellement adopté une Stratégie Commune Genre (SCG) en février 2010. L'élaboration de cette stratégie a été coordonnée au Mali en son temps par l'UNIFEM (faisant partie de ONU-Femmes) en étroite collaboration avec le Groupe Thématique UNDAF Droits Humains et Genre. Elle s'inscrivait dans la dynamique de la Réforme des Nations Unies « Unis dans l'Action » qui visent à impulser l'unicité et la cohérence des interventions des agences pour accompagner les Etats dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement dont l'OMD 3 visait spécifiquement l'égalité des sexes et l' autonomisation des femmes.
Avec le changement des OMD en ODD, la stratégie commune vise les mêmes objectifs et l'ODD 5 est dédié spécifiquement au genre

Au Mali, les engagements du gouvernement pour les questions de genre, se sont matérialisés à travers la formulation et l'adoption de la Politique Nationale Genre (PNG) et de son plan d'action triennal 2011-2013 le 24 novembre 2010. Ce plan d'action est actuellement en cours de révision pour la période 2015-2018.
L'UNDAF 2013-2017, suite aux évènements de mars 2012 a été suspendu et un Cadre Conjoint des Nations Unies d'Appui à la Transition au Mali (CCAT) a constitué entre 2013 et 2014 le cadre stratégique commun des activités opérationnelles des Nations Unies. Il a défini la réponse collective, cohérente et intégrée des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux reflétés dans une feuille de route. Conformément à son rôle et à son mandat, le Système des Nations Unies à travers le Cadre Conjoint d'Appui à la Transition (CCAT) est intervenu dans deux secteurs en appui aux efforts du Gouvernement : la gouvernance et la restauration de la paix, et l'accès aux

services sociaux de base.

Suite à cette suspension le SNU au Mali a engagé le processus de mise en œuvre du Programme d'Aide au Développement (UNDAF+) pour la période 2015-2019. Conscient de l'importance de la prise en compte du Genre dans le développement durable et équitable d'un pays, les agences du Système des Nations Unies au Mali ont exprimé leur engagement à maximiser les synergies des agences en cette matière dans le but de réduire les disparités de genre qui continuent à persister dans plusieurs domaines.
La stratégie commune du Système des Nations Unies pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes au Mali offre un cadre commun d'intervention inspiré par la réforme de l'ONU et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Elle offre un cadre qui permet de maximiser l'efficacité du Système des Nations Unies en matière de genre, en coordonnant les interventions de toutes les Agences, en bâtissant des alliances solides avec d'autres partenaires techniques et financiers, en s'alignant sur les priorités du gouvernement, et en se dotant de moyens et d'un leadership politique à la hauteur de la perspective transformatrice prônée par les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'objectif de la stratégie est de promouvoir l'égalité entre les sexes au Mali à travers l'accompagnement du gouvernement et de la société civile. Elle s'appuie sur trois axes d'interventions à savoir :

- Favoriser une meilleure cohérence des interventions des agences du Système des Nations Unies au Mali en matière de genre: cet axe prévoit d'agir au niveau interne, en favorisant une meilleure cohérence des interventions des agences du SNU en matière de Genre à travers de nouvelles modalités de travail et de collaboration basées sur la programmation concertée et l'alignement, l'harmonisation, la division du travail et la complémentarité » ;

- Améliorer la prise en compte du genre dans les politiques, programmes et stratégies de développement du SNU et des partenaires nationaux : Il vise à institutionnaliser le genre à travers sa prise en compte systématique dans la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des projets et programmes de développement ;

- Consolider les connaissances et la compréhension de la thématique genre: Cet axe a pour but d'assurer une bonne communication autour du genre en vue de consolider les connaissances et la compréhension de la thématique y compris la communication autour de la stratégie.

La mise en œuvre d'une Stratégie commune Genre du Système des Nations Unies permet de créer un partenariat dynamique pour la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et d'assurer un accompagnement efficace et harmonieux du Gouvernement
Plus concrètement, la mise en œuvre de la première stratégie commune du SNU va permettre :

- d'assurer un appui dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique Nationale Genre (PNG) à travers des activités de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources.

- de mieux comprendre les défis genre internes aux différentes agences (Gender Score) et de créer une masse critique ayant une expertise dans le domaine au sein de ces agences.

- D'aider le Gouvernement à la définition de stratégies et d'outils opérationnels dans le domaine de planification et de budgétisation sensible au genre.

- de démontrer les bénéfices d'une action commune concertée

Les gains potentiels de l'Initiative « Unis dans l'Action »

A. Leadership Unique, dialogue Politique et Plannification Stratégique

Le leadership unique du SNU, le dialogue politique à haut niveau et l'effort de planification stratégique constituent des engagements de premier plan du SNU au Mali. Des efforts remarquables ont été établis sur ce plan au cours des trois dernières années.

A ce titre, le coût du dialogue politique et des cadres de coordination nationaux a enregistré une augmentation par rapport à la période 2008-2009 car dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'Action », le Système des Nations Unies a entrepris un positionnement renforcé notamment en termes d'appui à la définition des politiques nationales.
Le coût des processus de planification stratégique doit avoir une tendance à la baisse dans la mesure où les Agences doivent adopter des processus de planification communs.

B. Mise en œuvre de l'UNDAF/ Programme unifié

Depuis le début du cycle UNDAF 2008-2012, le nombre de programmes conjoints est en constante augmentation. Il en existait deux en 2008-09, puis trois en 2010-11. On peut espérer en avoir plus dans le cadre de la mise en œuvre de l'UNDAF+. Ces programmes doivent pouvoir absorber d'importants montants grâce à la réalisation d'économies d'échelle et être soutenus par des unités de gestion également conjointes.
L'utilisation des procédures Nationales (NEX / HACT / Manuels de procédure) et la réalisation de travaux analytiques conjoints du

► ... lire la suite en page 33

Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

Les Violences faites aux Femmes et aux Filles en Milieu Hospitalier au Mali

A travers l'initiative MUSKOKA « Réduction de la mortalité maternelle et infantile », programme financé par la France et mis en œuvre dans différents pays de l'Afrique de l'ouest et en Haiti. Il s'agit du Mali, Niger, Cameroun, Cote d'Ivoire, du Togo etc.

ONU Femmes intervient au Mali depuis 2011 en partenariat avec les Agences SNU OMS, UNICEF et UNFPA en matière de sensibilisation pour un changement de comportement, du lien santé maternelle et VBG, l'information et l'orientation des femmes et les filles ainsi que des hommes sur la santé maternelle et le lien avec les VBG.

Les interventions planifiées ont été réalisées par plusieurs partenaires à savoir le Gouvernement (Ministère de la santé, Ministère promotion de la femme, de la Famille et de l'Enfant) à travers la cellule de planification de la santé (CPS), le Centre National d'information éducation sur la santé (CNIECS), la DNPF, les ONGs locales notamment l'Association des Juristes Maliennes (AJM) ainsi que Care International.. Aussi des structures de communication comme AFRICABLE ont été aussi impliquées pour une couverture plus large ainsi que le Cinéma Numérique Ambulant (CNA).

Ces différentes actions relèvent de 4 piliers de la programmation globale du programme MUSKOKA, il s'agit du pilier 1 : Renforcer le leadership et la gouvernance des actions de santé ; du pilier 6 : Renforcer la prestation des services de santé maternelle, néonatale et infanto-juvénile, et santé reproductive ceci inclus ; du pilier 7 : Promotion au niveau familial et communautaire des Pratiques familiales essentielles et du pilier 8 : Suivi évaluation et documentation.

C'est dans cette perspective qu'une étude a été réalisée en partenariat avec le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la Famille à travers la Direction Nationale de la promotion de la femme. Cette étude porte sur les différentes formes de violence faites aux femmes en milieu de soins.

Les 06 et 07 octobre 2015, s'est tenu à Bamako l'atelier de restitution du rapport de l'étude sur les violences faites aux femmes en milieu de soins. Cet atelier a été placé sous le leadership du Ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la famille à travers la Direction Nationale de la promotion de la Femme. Plusieurs acteurs intervenant dans le domaine y étaient présents à savoir le département de la promotion de la femme, de l'enfant et de la Famille, le Ministère du développement social et de l'Action Humanitaire, le Ministère de la santé et de l'hygiène publique notamment les hôpitaux, CSREF, ordre des sages – femmes, INRSP, CNRS, CNEH, INFSS etc.

Les objectifs de l'Atelier étaient de :

Crédits : ICRC

- Restituer l'étude (méthodologie utilisée + résultats)

- Intégrer dans le document les remarques et suggestions faites par les participants ;

- Dégager une ébauche de stratégies et domaines d'intervention pour améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des femmes dans les structures sanitaires.

Cette étude a permis d'identifier plusieurs formes de violences en milieu de soins. Les formes de violences les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Les violences physiques : Il s'agit de formes de violence dont les femmes témoignent en se référant à leur propre expérience, celle d'un proche parent ou d'un anonyme rencontré au cours d'une visite au centre de santé. Il peut s'agir de gestes «techniques» mal exécutés par le personnelde santé et interpretés/vécus par les patients comme de la violence parce que souvent brutaux.

Les violences psycho - morales : Il s'agit d'une des formes de violence les plus courantes à laquelle sont souvent confrontés les usagers des services de santé. Ce qui est mis en cause c'est souvent ce qui est dit par le locuteur et la manière dont il le dit. Les violences verbales sont reconnues par beaucoup d'agents interrogés comme une pratique assez fréquente dans les centres de soins et pour l'expliquer, ils évoquent souvent des causes liées au niveau de formation des agents concernés ou des causes d'ordre psycho éducatif.

La négligence thérapeutique : Elle se manifeste dans des situations très variées et à toutes les étapes du parcours de la patiente de l'accueil jusqu'à la séparation. Les patientes ont alors le sentiment d'être livrées à elles- mêmes sans assistance malgré leurs souffrances.

Les pratiques de discrimination : Dans leurs déclarations, les soignants se montrent dans la plupart des cas respectueux des règles éthiques et déontologiques. Ils déclarent ainsi ne pratiquer aucune forme de discrimination que ce soit.

Le non-respect de la Pudeur : Il s'agit notamment des injures et des reproches faits publiquement, du dénudement du corps pendant les examens en présence de plusieurs autres personnes.

L'attente prolongée : Les activités dans les établissements sanitaires sont souvent programmées en fonction des jours de la semaine. Ainsi, pendant les jours de vaccination ou de planification familiale l'affluence augmente et l'attente peut durer parfois plusieurs heures. Pour les femmes qui sont obligées de s'y soumettre, une longue attente est préjudiciable à plus d'un titre.

La violence économique: La qualité des soins et celle de l'accueil, la considération et le respect envers l'autre, toutes ces variables sont souvent proportionnelles au statut économique suggéré par l'apparence des patientes.

Cette plateforme d'échanges a permis de passer en revue le rapport de l'étude dans sa totalité avec les différents acteurs concernés par la problématique de la violence faite aux femmes dans les centres de soins. Il a été l'occasion de débattre et de proposer des solutions idoines sur tous les questionnements liés à ce sujet.

Une recommandation forte de l'assistance a été d'étendre l'étude aux autres régions du Mali. Cette idée est d'autant plus pertinente qu'elle permettra de faire ensuite une comparaison entre les régions et de définir éventuellement des spécificités socio – culturelles liées à cette problématique.

Les recommandations et contributions faites au cours de ces deux jours de travaux ont permis d'améliorer le rapport et aussi d'intégrer des documents à savoir la charte du malade, le guide du bon accueil, la loi 02- 050 ANRM portant loi hospitalière. Le rapport a été validé avec la satisfaction des participants. Les prochaines étapes vont être focalisées sur l'élaboration de la stratégie Nationale pour l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des femmes dans les structures sanitaires.

■ ONU Femmes Actu
Quoi de neuf sur le plan National

(Bamako, le 20 Octobre 2015) En marge du 1er Forum National de la Jeune Fille organisé par Le Réseau National de la Jeunesse du Mali (RENAJEM) une session spéciale HeForSHe a été organisée avec l'appui de ONU Femmes. Quinze (15) jeunes leaders représentant toutes les régions du Mali et le district de Bamako se sont engagés HeForShe, gage de leur soutien pour l'épanouissement des jeunes filles et leur pleine autonomisation. En plus de l'engagement de ces jeunes leaders, deux autres leaders à savoir Mohamed Salia Toure (Président du Conseil National de la Jeunesse - CNJ) et Le Président Directeur du PMU-Mali - M. Arouna Modibo Toure se sont également engagés pour oeuvrer continuellement à rehausser et renforcer le rôle de la jeune fille au sein de la société malienne. A la suite de cette session, les membres du RENAJEM ont été reçus par le Président de l'Assemblée Nationale qui, à son tour, s'engagea et accepta l'insigne HeForShe. C'était le 21 Octobre 2015 lors de l'audience accordée au Réseau National de la Jeunesse du Mali pour présenter les recommandations du forum.

Honnorable Issaka SIDIBE, Président de l'Assemblée Nationale

ONU Femmes Évalue ses Interventions Visant les Femmes et Filles Victimes du Conflit au Mali

• Contexte du programme et de l'évaluation

ONU Femmes a procédé à l'évaluation de son programme global intitulé «programme d'assistance aux femmes/filles affectées par le conflit et participation des femmes au processus de consolidation de la paix», mis en œuvre au Mali depuis 2012. Il faut rappeler que les effets dévastateurs des conflits armés sur la population, sont beaucoup ressentis par les femmes et les enfants, qui subissent toutes les formes de violence (physique, sexuelle psychologique). Les auteurs de ces violences, sont à la fois des civils et des combattants, qui profitent de l'effondrement de l'appareil Etatique pour violer outrageusement les droits fondamentaux de la personne humaine et surtout des femmes. Cependant, force est de reconnaître que ces mêmes femmes victimes, sont malheureusement toujours, les grand oubliées, lorsqu'il y a négociation, réconciliation, réparation en période post conflit. Ainsi, pendant 3 années ONUFemmes, en partenariat avec le gouvernement, les ONG locales, la société civile, a procédé à la mise en œuvre du programme ayant des volets d'assistance aux victimes de VBG, d'aide à la participation politique/prise de décision, et de protection des femmes. Le programme a bénéficié de la contribution technique et financière des Pays- Bas, de la Suède, de l'Espagne, du Japon, de la France et de la Suisse.

Déroulement de l'enquête

Pendant 45 jours un cabinet d'évaluation a sillonné toute la zone d'intervention du programme afin de recueillir les données et informations relatives aux progrès réalisés en matière de protection des femmes et des filles, et qui soient imputables au programme. Aussi, avant le démarrage de l'évaluation, les évaluateurs ont rencontré les PTF, afin de donner une réponse à leurs attentes à travers l'évaluation

Résultat concrets obtenus :

En termes de résultats chiffrés, globalement l'on retient de l'évaluation que la mise en œuvre du programme a été jugé satisfaisante. En effet, selon les statistiques de l'évaluation :

96% des cibles du programme sont satisfaites de la mise en œuvre du programme ;

33% des bénéficiaires du programme sont effectivement des victimes de VBG liées au conflit ;

78% des femmes de la zone du programme se sentent désormais en sécurité, en présence d'un agent des forces armées et sont convaincues que les agents connaissent et respectent le droit des femmes/et filles en situation de conflit ;

3166 femmes victimes du conflit, ont pu économiquement renaître du conflit grâce à l'appui technique et financier du programme.

Prise en charge et ciblage effectif des victimes de VBG liées au conflit :

L'évaluation du programme révèle que 1/3 des victimes de VGB lié au conflit, a directement bénéficié du programme. Ce chiffre avoisine les 50% à Mopti, qui a été une zone d'accueil des populations déplacées de Gao, Tombouctou et Kidal.

Activités post conflits :

Pour ce qui concerne les activités de post-conflit, l'évaluation estime à 3166, les bénéficiaires directes des fonds pour les AGR de relèvement économique. Cet appui individuel ou par groupement, a permis la renaissance des économies locales. Pour la gouvernance, un nombre important de femmes au niveau local et national pensent que les femmes sont aujourd'hui à mesure de participer valablement aux activités de négociation pour la paix.

Prévention des VBG :

L'évaluation a confirmé qu'en plus des mécanismes de prévention de VBG installés au sein des communautés bénéficiaires du programme, 4800 Soldats ont été sensibilisés et connaissent désormais le droit

à la protection des femmes et des filles en période de conflit. Cela se confirme par une perception positive des femmes. En effet, 78% des femmes interviewées attestent qu'elles se sentent désormais en sécurité en présence d'un agent des forces armés, dans la zone du programme.

Principales Recommandations :

Bien que ces résultats soient globalement satisfaisants, l'évaluation a révélé quelques insuffisances pour lesquelles, des recommandations ont été formulées. Ces recommandations sont entre autres :

- L'Instauration d'une bonne communication autour du programme, surtout en relation avec les bailleurs ;
- La redynamisation du comité de gestion ;
- La réorientation du programme afin de le rendre davantage «post conflit» ;
- Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre.
- Augmentation des capacités locales pourle suivi rigoureux des fonds de relèvement;

Actions en cours, entreprises par ONU Femmes :

ONU Femmes, bien avant l'évaluation, a entrepris des actions visant à garantir l'obtention de meilleurs résultats relatifs à ses domaines d'intervention, y compris le présent programme. Ces actions ce sont matérialisées par :

- La consolidation de l'équipe du personnel d'ONUFemmes (Recrutement d'expert en Suivi Evaluation et en communication) ;
- Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre en Suivi-Evaluation
- La mise en place d'organes de gestion du programme (Le comité de pilotage, le groupe des Partenaires Techniques et Financiers, institutionnalisation de la rencontre des partenaires de mise en œuvre sur une base trimestrielle et le Groupe de capitalisation de façon semestrielle)

Prochaines étapes :

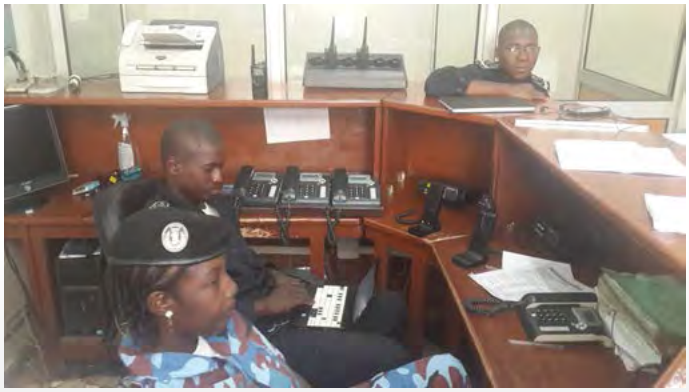
Juste après la phase de dissémination des résultats actuellement en cours, ONUFemmes procèdera à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un Plan de réponse/correction des insuffisances constatées. Ce plan portera aussi bien sur la consolidation des forces du programme et la correction des lacunes relevées

Lutte contre les Violence Basée sur le Genre : Le Numéro Vert à la Prévention des Violences Basées sur le Genre au Mali (Suite)

L'Inspecteur de Police Broulaye Traoré, qui assure l'intérim du Directeur du Centre, précisait qu'à ce jour la majorité des appels venaient des femmes.

Les cas urgents de détresse sont immédiatement affectés au Commissariat de Police le plus proche de la victime pour les procédures judiciaires adéquates dès réception. Aussi, des situations sont souvent référées à un autre partenaire l'Association pour la Défense des Droits des Femmes au Mali (APDF), qu'ONU Femmes appuie depuis 2013 pour la prise en charge holistique des survivantes de violences basées sur le genre, particulièrement dans l'accompagnement judiciaire et la réinsertion économique à travers les activités génératrices de revenus.

Afin d'assurer la qualité de l'accueil et du service fourni par les opérateurs, ONU Femmes met un accent particulier sur la formation des agents de Police, les opératrices et opérateurs de la ligne ainsi que leurs superviseurs et autres intervenants sur les concepts du genre et les actes de violences basées sur le genre. Les opérateurs suggèrent de chercher de nouveau canaux et moyens de sensibilisation, car selon eux le nombre d'appels reçus ne reflèterait pas réellement l'ampleur du fléau dans le pays. En plus du Centre d'Appel de Bamako, quatre autres centres ont été installés dans le pays, dans la Région centrale de Mopti, au Sud à Sikasso, et dans les régions Nord à Gao et Tombouctou.



Une vue intérieure du centre d'appel. *Crédits : ONU Femmes*

Mali Muso : Un Label de Normalisation Genre au Mali

Le Mardi 8 décembre 2015, s'est tenue une rencontre de haut niveau entre ONU Femmes et le Conseil National du Patronat Malien. La Réunion s'inscrivait dans le cadre du renforcement des relations de partenariat initiée par la Directrice Exécutive de ONU Femmes en Septembre 2015, entre ONU Femmes et le Secteur Privé à NY aux USA et auquel le secteur prive Malien avait repondu présent. L'Objectif principal visé par cette rencontre était de discuter des perspectives de renforcement du Rôle du Patronat Malien dans les efforts d'autonomisation économique des femmes, plus particulièrement la mise en place d'un label standard de normalisation genre « Mali Muso » qui devrait servir de gage de mesure qualitative et quantitative des entreprises maliennes quant au respect et à la mise en œuvre d'une politique Genre en leur sein et dans leurs activités.

Une vue de la rencontre. *Crédits : ONU Femmes*

ONU Femmes était representée par son Répresentant résidant, Dr. Maxime Houinato qui était accompagné à l'occasion par la Chargée de Renforcement Economique des Femmes Mme Hady SANGARE. Le CNPM était représenté par son président Mamadou Sinsy COULIBALY , le secrétaire général Modibo TOLO, le secrétaire général adjoint Mamoudou HAIDARA, l'assistante du président Kadi CAMARA.

Le but de la rencontre portait sur deux points, à savoir : la promotion de l'entrepreunariat feminin et la présentation de l'idée de projet portant sur la mise en place d'un système de labélisation de la prise en compte du genre dans les entreprises privées nommées Mali Muso.

1. Autonomisation Economique

Pour ce qui concerne l'autonomisation économique des femmes, qui sera l'axe majeur de la collaboration avec le CNPM, ONU Femmes a insisté sur la nécessité de soutenir des entreprises féminines. Aussi, il s'agira d'appuyer la formalisation des entreprises féminines et rendre visible leurs contributions dans le Produit Intérieur Brut (PIB) du Mali. Les femmes exercent en général dans l'informel et l'accès limité aux ressources font qu'elles ont des difficultés pour mieux contribuer au développement économique et social du pays. Ainsi, ONU Femmes pourra mettre à la disposition du CNPM son expertise pour l'accompagnement de la promotion économique des femmes.

2. Projet Label Mali Muso

Le but de ce projet est de mettre en place un outil qui permet de reconnaitre et primer les entreprises en matière de genre : au niveau interne mais aussi au niveau des relations avec les partenaires externes. Les entreprises seront classifiées d'une étoile à cinq étoiles. Une commission sera mise en place qui définira les critères en fonction des spécifications maliennes. Les entreprises volontaires pour la classification seront analysées sur la base des critères retenus et se feront décerner un certificat cosigné de ONU Femmes et du CNPM avec un macaron qui sera placé devant le siège de l'entreprise. Le projet sera porté par le CNPM avec le soutien technique et financier de ONU Femmes et ses partenaires.

Le président du CNPM s'est dit totalement acquis à la cause du partenariat qui contribuera à améliorer la visibilité de sa structure et s'est dit particulièrement intéressé par le projet Mali Muso. Il croit fermement que c'est le secteur privé qui doit soutenir le développement économique du pays et le CNPM doit jouer son rôle de leadership du secteur privé pour cela.

Le secrétaire général, Monsieur TOLO, a ensuite fait une brève présentation du CNPM et a affirmé que le CNPM est déjà engagé pour la discrimination positive en faveur des femmes a déjà piloté des projets pour accompagner des femmes dans le cadre des renforcements de capacité et de financement de projets. Les différents intervenants du CNPM se sont dits heureux de continuer dans ce sens en mettant tout en œuvre pour la réussite de ce projet.
Le président a souligné la qualité des relations qui existent entre le Patronat et les autres structures de

► ... lire la suite en page 26

Le Genre dans le Contexte Humanitaire au Mali

La crise politico-sécuritaire qu'a connue le Mali depuis le 17 Janvier 2012 a bouleversé le pays et plus particulièrement dans sa partie septentrionale du fait de la rébellion armée et du coup d'état militaire, entrainant une occupation des régions de Kidal, Tombouctou et Gao par les djihadistes, les groupes armés. Les populations de ces 3 régions du Nord sous occupation ont subi de plein fouet depuis fin Mars 2012, les conséquences sociopolitiques et économiques de la crise. Certains se sont exilés vers les pays limitrophes et d'autres ont été des déplacés internes loin de leurs milieux de vie. Les populations déplacées sont actuellement estimées à plus de 198 690 (près de 61 921 000 PDI et 136 772 réfugiés), 423 427 personnes sont retournées dans leurs zones d'origine. Ces catégories énumérées sont principalement les plus affectées par la crise. Néanmoins, il faut souligner que les populations restées sur place, y compris les communautés hôtes, ont également vu leur vulnérabilité aggravée par la crise. Elles ont perdu leur capital de production et dépendent souvent de l'assistance humanitaire. A ces défis liés au déplacement s'ajoutent d'autres urgences humanitaires telles : la malnutrition. Selon les résultats du cadre harmonisé de novembre 2015, 2 550 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Les catastrophes humanitaires constituent une autre facteur de crise humanitaire et on estime que 61 000 personnes sont sous menaces d'inondations. L'accès aux services de base telles les écoles et les structures de santé reste un défi important dans les régions du nord surtout suite à la fermeture de la plus part des services administratifs. Le mouvement de personnes concerne essentiellement les femmes et les enfants et certaines ont fait objet de violations flagrantes sous la forme de violences physiques, viols individuels et collectifs. De mars à juillet 2015, le sous-cluster VBG, à travers le système de gestion de l'information (GBVIMS), a recensé 716 cas de VBG.

Jeunes filles déplacées du conflit au Nord du Mali

Quelles Réponses ?

Face à ce tableau sombre mettant en danger la survie de plusieurs vies humaines, la réponse humanitaire s'est organisée rapidement pour venir au secours de ces populations affectées par la guerre et alléger leurs souffrances. Sous la coordination de OCHA, cette réponse est articulée autour des secteurs suivants : (1) abri/ biens non alimentaires, (2) eau, hygiène et assainissement, (3) éducation, (4) nutrition, (5) protection, (6) relèvement précoce, (7) santé, (8) sécurité alimentaire.

Dans cette situation d'urgence humanitaire, les hommes et les femmes ont souffert différemment des affres de la guerre et du corollaire de ses impacts. En effet les femmes et les enfants constituent la grande majorité des personnes déplacées, soufrant le plus de l'absence des services de base et sont les plus exposées aux violences et différents abus. Leurs besoins spécifiques nécessitent aussi des réponses spécifiques par tous les secteurs. Dès l'éclatement de la crise, ONU Femmes a rapidement mis en place des mécanismes pour accueillir les femmes déplacées, lutter contre les violences sexuelles et assister les victimes. A travers son programme sur les femmes, la paix et la sécurité, des réponses adaptées ont été apportés de façon dynamique en s'ajustant à l'évolution du contexte et des besoins des femmes. Au cours de cette année de 2015, les réponses apportées par ONU Femmes ont été surtout axées sur le secteur de la protection, le relèvement précoce et dialogue communautaire. Dans le cadre de la protection ONU Femmes a surtout appuyé la lutte contre les VBG et l'assistance des victimes à travers l'appui au fonctionnement de 8 centres de prise en charge : (03) unités de prise en charge des victimes de violence intégrées (à Gao, Menaka et Konna), trois (03) cliniques juridiques (Tombouctou, Mopti et Bamako) et deux (02) centres d'hébergement (Mopti, Bamako). Un accent particulier a été mis sur la prévention à

Le Genre dans le Contexte Humanitaire au Mali (Suite)

travers différentes campagnes de sensibilisation et la mise en place des comités de veilles et comités villageois de lutte contre les VBG dans les régions de Gao et Mopti. Le renforcement des capacités de réponse de la police pour la prévention de ce crime a été également une priorité pour arriver à la lutte contre l'impunité. Cela a été fait à travers la décentralisation des centres d'appel téléphoniques dans les régions de Gao, Mopti et Kayes et par le démarrage d'une unité pilote genre au sein du poste de police de Gao.

ONU Femmes a appuyé le relèvement des femmes affectées par la guerre principalement les femmes victimes de violences, les femmes déplacées et retournées. L'une des approches utilisée est le système de crédits rotatifs et la constitution des groupes de solidarités des femmes. Autour de ce système, un vaste programme d'animation continue pour amorcer le leadership des femmes organisées à travers les cases de la paix. Ainsi cette expérience s'avère prometteuse car non seulement elle permet aux femmes en situation d'urgence d'exercer des activités génératrices de revenus, de s'intégrer socialement et de bénéficier de l'appui psychologique des paires mais aussi et surtout de s'engager dans un véritable chemin de leadership pour la paix et la réconciliation. La sensibilisation sur la paix est au centre de ce processus avec le but de matérialiser les capacités des femmes comme actrices de paix qui permettront la réconciliation et de recoudre le tissu social. Le statut social des femmes dans ces régions constitue un véritable atout. Les femmes leaders ont été formées comme formatrices en gestion des conflits et vont mener plusieurs initiatives de paix au cours de l'année 2016.

Systématisation et Centralisation du Genre dans la Réponse Humanitaire

L'année 2016 s'annonce déjà avec des besoins immenses en termes d'assistance humanitaire couplée à la réintégration de toutes les personnes déplacées et rapatriées attendues pour le retour dans leurs zones d'origine, la réouverture des services de base ayant fermé ainsi que la réponse à tous les autres aléas et catastrophes non liés à la crise. Les organisations humanitaires ont à cet effet élaboré un programme d'intervention humanitaire pour l'année 2016.

Les besoins sont multiformes et nécessitent des réponses multisectorielles, chacun des acteurs intervenant dans le domaine correspondant à son mandat et dans lequel il a un avantage comparatif. Pour arriver à répondre efficacement aux besoins des femmes, il faut la combinaison des approches spécifiques ciblant les femmes et des approches transversales dans toutes les interventions humanitaires. Pour que les hommes et les femmes et les différentes catégories puissent bénéficier de réponses adaptées, ONU Femmes a choisi l'option d'appuyer les acteurs dans le renforcement de leurs capacités en matière d'intégration du genre dès la phase de planification jusqu'à la mise en œuvre des programmes humanitaires. Ainsi ce processus a commencé par les visites de diagnostic du représentant de ONU Femmes dans les sites de réfugiés du Niger et du Burkina Faso (trimestre passé) pour recueillir les desideratas des femmes refugiées en vue de leur retour. Le bureau d'ONU Femmes au Mali en partenariat avec son bureau régional de Dakar a appuyé l'analyse de la prise en compte du genre de tous les projets élaborés et postés pour demande de financements pour 2016 et la proposition de corrections nécessaires. Cet appui va continuer dans la phase de mise en œuvre avec pour objectif d'arriver à ce que la prise en compte du genre soit au centre de toutes les interventions humanitaires et cela de façon systématique.

Mobilisation de l'épargne groupe 4 Gao

La Pisciculture en Cage Flotante, une Alternative à la Sécurité Alimentaire et Source de Revenus pour les Femmes Rurales

Vue des cages flottantes installées. *Crédits : ONU Femmes*

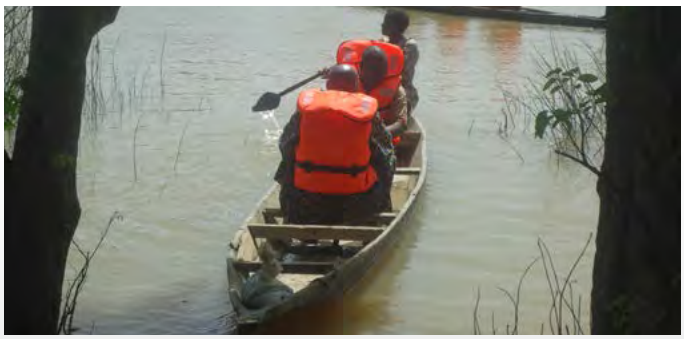
La pêche est une activité pratiquée un peu partout au Mali. Cela est liée au fait que le pays est arrosé par deux grands fleuves d'Afrique, à savoir : le fleuve Sénégal dont 10%, du bassin versant se trouvent au Mali (soit 11% du territoire national) créant à l'Ouest un grand axe hydrographique de 900 km de long, et le fleuve Niger, l'un des plus grands fleuves d'Afrique, dont 30% du bassin versant se trouvent au Mali, soit 47% du territoire national.

La production annuelle de poisson est passée de 103 000 tonnes en 2007 à 169 534 tonnes en 2009, Environ 30% de la production est généralement autoconsommée par les producteurs et les 70% restant sont vendus sur les différents marchés. La valeur de la production 2009 au prix moyen au producteur de 750 F CFA était de 126,750 milliards de F CFA. Malgré l'importance de cette production de la filière poisson et sa contribution dans l'économie nationale, les quantités produites de poisson d'eau douce ne suffisent pas pour couvrir les besoins alimentaire des grandes villes du Mali.

Depuis quelques années, l'importation des poissons de mer augmente. En 2009, le Mali a importés 3 690, 048 tonnes de poissons de mer . Le Mali étant un pays continental, il importe ces produits dans les pays voisins prioritairement du Sénégal et de la Mauritanie. Ce commerce ne contribue pas à la création de richesses et d'emploi. En plus, les conditions d'acheminement de ces poissons et leurs qualités laissent à désirer car les commerçants importateurs et vendeurs sur les différents marchés ne respectent pas les normes de conservation et de gestion de l'environnement en la matière. Au vue de ces constats et de l'énorme potentiel dont dispose le Mali en matière de disponibilité d'eau, cette importation de poissons de mer ne peut être considérée comme une alternative à l'augmentation de l'offre de poisson dans notre pays.

Pour faire face au déséquilibre croissant entre les besoins du pays en poissons d'eau douce et la production nationale, une des solutions retenues a été le développement de la pisciculture moderne. Beaucoup d'initiatives ont été développées dans ce sens à travers l'aménagement d'étangs piscicoles et la mise en place de systèmes modernes de pisciculture: la pisciculture hors sol, la pisciculture dans les cages flottantes. Dans le cadre de la promotion de ce dernier type de pisciculture, une entreprise privée s'est distinguée : la ferme Boubacar B Diallo. Elle propose plusieurs produits et services dans le domaine de la pisciculture : elle produit des alevins, vend l'aliment poisson, fait la construction des étangs piscicoles, la formation et l'accompagnement dans ce domaine. L'entreprise fournit le marché de Bamako en produit halieutique facilitant ainsi l'installation des nouveaux promoteurs dans ce domaine.

ONU Femmes Mali dans le cadre de ses activités de promotion économique des femmes a fait recourt à l'expertise de l'entreprise Boubacar Diallo pour la



Crédits : ONU Femmes

Femmes & Autonomisation Économique : La Pisciculture en Cage Flotante, une Aslternative à la Sécurité Alimentaire et Source de Revenus pour les Femmes Rurales (Suite)

mise en place d'un projet pilote de pisciculture dans le cercle de Diola. Ce cercle a été choisi parce qu'il est traversé par le principal affluent du fleuve Niger qui est le Bani. Ce projet qui s'étale sur 8 mois est financé sur fonds propre pour un montant de 25 millions de FCFA, avec l'accompagnement de la direction régionale de la pêche de Koulikoro. C'est un projet pilote qui bénéficie à deux groupements de femmes qui sont constitués de 111 de femmes des villages de Wakoro et Sorokoro. Sur chaque site, une cage de 216 m3 a été installée et approvisionnée en alevins. Les deux cages ont été approvisionnées avec 40 000 alevins de type Tilapia. Les groupements seront accompagnés sur tout le processus. Il est mis à leur disposition, un technicien spécialisé en pisciculture qui les formera et accompagnera jusqu'à la récolte. Elles seront aussi renforcées dans le domaine de la transformation et de la commercialisation de poisson.

Il est attendu une production totale estimée de 19 tonnes de poisson après une période de 6 mois d'élevage. Les recettes prévisionnelles attendues de cette activité seront de 28 millions 500 mille FCFA.

De manière traditionnelle, les femmes sont présentes dans les activités de la filière pêche et tirent des revenus conséquents dans cette activité. Ainsi la transformation et la commercialisation du poisson sont des activités principalement assurées par les femmes. Elles sont très dynamiques sur ces maillons de la filière. Le village de Sorokoro est peuplé majoritairement de Somono, une ethnie dont la pêche est l'activité principale.

Depuis quelques années, à cause des facteurs multiples liées à la baisse du niveau des eaux, à la pollution, à la pêche anarchique qui ne favorise pas la reproduction des poissons, les femmes de ce village ont vu leur niveau de revenu baisser. Elles n'arrivent plus à avoir les quantités de poissons souhaitées pour profiter des ressources des activités de transformation et de commercialisation qu'elles menaient.

Le présent projet pilote de pisciculture que ONU Femmes a mis en place dans les deux villages contribuera à procurer aux femmes des moyens de revenus sûrs tout en contribuant à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. Ce projet sera aussi un facteur qui favorisera la cohésion sociale d'autant plus que les hommes sont totalement acquis à ce projet. Ils se sont portés volontaires pour accompagner les femmes sur tout le processus de production pour que le projet soit une réussite.

La chargée de Programme Hady Sangaré (en vert) avec les Femmes bénéficiaires

Femmes - Paix et Sécurité : Les Forces Armées et de Sécurité : Acteurs de la Protection des Femmes et des Filles Avant, Pendant et Après le Conflit au Mali (Suite)

Credits : ONU Femmes

Actuellement 5509 agents des forces armées et de sécurité ont bénéficié de ces sessions de formation qui a démarré en 2012. La formation va être intensifiée à l'endroit des militaires qui sont déjà sur le terrain à Mopti ou dans d'autres zones de regroupement. Un mémorandum d'entente a été signé entre ONU Femmes et l'EUTM qui permettra d'atteindre le plus grand nombre possible de militaires formés à la protection des violences à l'égard des femmes. Pour tirer le maximum de leçons sur cette expérience, une étude d'impacts et d'analyse du changement de comportement des militaires formés sera réalisée en 2016.

Les 16 jours d'Activisme contre les Violences

#16 Days ORANGE

A l'instar de plusieurs pays à travers le monde, le Mali a commémoré la 25ème Edition de la Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles. La célébration a été riche en activités et en couleur. C'est en mode « ORANGER » que les populations des différentes régions du pays avec celles du District de Bamako se sont mobilisées pour dire NON aux Violences Basées sur le GENRE (VBG).

« La lutte contre les VBG est un combat légitime. Avec force, je dis NON à toute force de violence basée sur le Genre. C'est une lutte commune que nous devons toutes et tous mener pour une paix durable dans notre pays ». - S.E. Mme Ndiaye Ramatoulaye Diallo, Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme

Pour donner un éclat particulier à la Campagne contre les VBG lancée par la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, le monument de la Paix à Bamako a été illuminé au cours d'une cérémonie fort symbolique le 9 Décembre. Les ministères transversaux comme celui en charge de l'Education, le Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat, et le Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions, qui n'ont pas voulu rester en marge de la Commémoration de la Campagne des 16 jours, et ce malgré l'état d'urgence qui était en vigueur dans le Pays .

« De la Paix dans les Foyers à la Paix dans le Monde: Garantir une éducation sécurisée pour tous! » était le thème global retenu pour l'Edition2015 de la Campagne des 16 Jour d'Activisme contre les Violences faites aux Femmes et aux filles . Conformément au contexte sécuritaire, un certain nombre d'activités a été sélectionné et mis en œuvre par ONU Femmes et ses nombreux partenaires. Placées sous l'initiative « Orangez le Monde » de la Campagne « UNiTE »- Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes du Secrétaire Général des Nations Unies les activités menées ont mis l'accent sur la prévention, particulièrement dans le contexte spécifique de l'Adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 qui vise notamment dans son Objectif de développement durable N°5 l'élimination de la violence contre les femmes et les filles.

Trait d'union pour une mobilisation sociale à grande échelle, la couleur Orange est une couleur optimiste qui symbolise un meilleur futur, un monde radieux sans VBG, affranchi de toute violence contre les femmes et les filles. Ainsi deux semaines durant, d'intenses campagnes de sensibilisation, d'information et de plaidoyer ont été menées de par le pays. Une occasion d'attirer l'opinion national sur ce fléau mondial qui perdure malgré les quelques avancées faites.

« La violence contre les femmes et les filles reste aujourd'hui l'une des plus graves violations des droits fondamentaux dans le monde, et l'une des plus communément tolérées. Elle constitue à la fois une cause et une conséquence de l'inégalité entre les sexes et de la discrimination basée sur le genre. Sa persistance est l'un des indicateurs les plus flagrants des sociétés en déséquilibre et nous sommes toutes et tous déterminés à changer cet état de fait » déclarait Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes.

« NON aux VBG » exprimait S.E. Mme Ndiaye Ramatoulaye Diallo - Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, le 09 Décembre 2015 lorsqu'elle Illuminait le Monument de la Paix de Bamako en ORANGE. En effet, « Orangé » depuis le début de la Campagne, Madame le Ministre de la Culture témoignait ainsi de son engagement personnel et institutionnel pour la lutte contre les

« La Campagne pour les 16 jours revêt une symbolique forte, particulièrement pour le Mali qui se trouve dans un contexte de post crise. Il s'agit de rendre aux femmes ce qui leur revient, leurs droits fondamentaux tels que consacrés par la Constitution. Le droit à l'intégrité physique et moral. Quand une femme est violentée, ses droits essentiels sont compromis. Des situations qui entravent le Processus de la Paix». - S.E. Mme Diarra Racky Talla – Ministre du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions.

VBG et invitait les populations à briser le silence autour de ce fléau qui reste un tabou dans nombre de sociétés y inclus le Mali. Elle était accompagnée à l'occasion de son homologue en charge du département du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des relations avec les Institutions : S.E. Mme Diarra Racky Talla. Les deux ministres ont saisi l'occasion solennelle de cette commémoration pour lancer un appel vibrant à l'endroit de toutes les parties prenantes ainsi que populations pour conjuguer les efforts et bannir à jamais les actes de violences sexistes et sexuelles au Mali.

L'Adjointe au Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Résidente coordinatrice humanitaire Mme. Mbaranga Gasarabwé était également présente à la cérémonie d'Illumination du Monument de la Paix avec les Représentants Résident de l'UNESCO M. Lazare Eloundou et le de l'ONU Femmes, M. Maxime Houinato. Nombreux autres partenaires des organisations de la société civile et défenseurs des droits de la Femme ont aussi rehaussé l'éclat de la cérémonie par leur présence. D'autres activités phares ont été aussi menées par la MINUSMA notamment une cérémonie commémorative qui a eu lieu le 26 Novembre 2015, à leur siège, autour du Lancement du Réseau des Femmes Policières au sein de l'Unité de Police UNPOL. Cette cérémonie à la MINUSMA était présidée par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, S.E. Hamdi Mongi et a enregistré la présence de Madame le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Sangaré Oumou BA et le Ministre de l'Education Nationale S.E. Barthélemy Togo. La Ministre de la Promotion de la Femme, a tenu à saluer les femmes en uniforme pour leur bravoure et remercier les Nations Unies dans le cadre de l'inclusion des femmes au sein des forces de maintien de la Paix, ce qui aidera chose qu'elle qualifiait de stratégique dans l'atteinte des objectifs. Pour la Ministre Sangaré BA: «Le déploiement des femmes en uniforme aidera au rapprochement des communautés ».

De même, des ateliers de réflexion et de plaidoyers ont été organisés en collaboration avec les organisations de la Société pour justifier auprès des parlementaires la necessité d'une proposition de Loi sur les VBG au Mali. De plus, des table-rondes ont été organisées notamment au sein des centres scolaires et universitaires. Plus de 1000 jeunes filles Bamakoises des lycées ''Ba Aminata Diallo '' et ''Notre Dame du Niger'' ont été encouragées à mener à terme leur cursus scolaire et sensibilisée à dénoncer systématiquement toute tentative ou acte de violence sexiste ou sexuelle à leur égard.

Au niveau des associations de la Société Civile, en partenariat avec ONU Femmes et ses partenaires techniques et Financiers tels que les Royaumes des Pays-Bas, de la Suède ; de la Belgique, de l'Espagne et du Japon, plusieurs initiatives ont été ménées.

Du 07 au 08 décembre, une session spéciale HeForShe - en soutien au Mouvement populaire initié par ONU Femmes - a été organisée au Centre Aoua Keita de Bamako par l'APDF – Association pour le Progrès et le Développement des Femmes, à l'endroit d'une trentaine d'hommes de profils différents et venant des quatre coins du Mali. Selon la Présidente de l'APDF, Ambassadeur Fatoumata Siré Diakité : « La lutte contre les VBG est un combat qui ne saurait être gagné par les femmes seules, il nous faut impliquer le maximum d'hommes ». Ce qui a motivé l'initiative de sensibilisation et de formation des hommes pour devenir des piliers principaux dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes. L'objectif principal de l'atelier était de former des relais en animation et plaidoyer sur les questions Genre en général et plus particulièrement les VBG. « Ambassadeurs de bonne volonté » ces hommes pourront par la suite, informer, sensibiliser, et former leur localité respective sur les VBG et autres thématiques liées aux Genre que ce soit sur un plan individuel ou collectif en privé ou en public.

De plus, un acte symbolique de réparation pour une survivante de VBG fut également facilité par l'APDF dans

Le RSSG S.E. Hamdi Mongi devant une banderole d'engagement. *Crédits: ONU Femmes*

le cadre du démarrage de la Campagne. Il s'agit du cas d'une femme de 60 ans, victime de lévirat qui a subit plus de 20 ans d'abus et de violation de ses droits fondamentaux dans un contexte conjugal dont le refus de légalisation de son mariage. Une injustice qui fut réparée le 25 novembre 2015 où la survivante VBG a obtenu son certificat légal de mariage, après légalisation des actes de naissance de ses deux enfants, documents qui avaient aussi été confectionnés avec les noms d'une autre épouse.

A l'intérieur du pays, les régions n'ont pas été en marge de la célébration de la Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes. A Gao, une manifestation a été faite sur la place publique en présence du Gouverneur de la Région, la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme et plusieurs notabilités locales. À Mopti, une marche populaire a été organisée. Aussi, ONU Femmes en collaboration avec l'ONG ODI-Sahel (Organisation pour le Développement Intégré au Sahel) a procédé dans la Commune Rurale de Konna (Mopti) à l'inauguration d'une Unité de prise en charge holistique pour les victimes de VBG.

« Des femmes sont battues à leur domicile, harcelées dans la rue et victimes de cyber-harcèlement, des actes de violations graves de leur droits…. Ces histoires sont devenues malheureusement trop courantes dans nos sociétés. C'est une situation déplorable, préoccupante, injuste qui nous interpelle tous et toutes »
- Maxime Houinato Représentant Résident

Tout le long des quinze jours, un support communicationnel a été apporté à la Campagne à travers des messages publics, des émissions radio, télévisuelles, des activités sportives et culturelles. Une Campagne de Sensibilisation via SMS a été faite en collaboration avec la Fondation Orange. Des flyers et posters ont été distribués auprès des populations de Bamako et des régions dans le cadre de la vulgarisation du Numéro Vert 80333 mis en place par ONU Femmes en partenariat avec la Police Nationale pour lutter contre les VBG au Mali.

Article rédigé avec les contributions de
Aissata Aye Dicko (à gauche) et Mamadou Sidibé.
Stagiaires Communication & Partenariats
ONU Femmes

■ ONU Femmes Actu
Autres Actus Nationales

Adoption de la loi sur le quota

Un an après son adoption en Conseil de Ministre, le 12 novembre 2015 L'Assemblée Nationale du Mali a finalement voté 115 voix pour, 22 contre et 3 abstentions la loi instituant des mesures pour la promotion du Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Elle garantira ainsi un quota de représentativité de 30% aux femmes. Elle s'articule autour de 4 articles suivants :

Article 1: A l'occasion des nominations dans les Institutions de la République ou dans les différentes catégories de services publics au Mali, par décret, arrêté ou décision, la proposition de personnes de l'un ou de l'autre sexe ne doit pas être inférieure à 30 %.

Article 2 (nouveau) : A l'occasion de l'élection des députés à l'Assemblée Nationale les membres du Haut Conseil des Collectivités ou des Conseillers des CollectivitésTerritoriales aucune liste d'au moins trois (03) personnes présentée par parti politique, groupement de partis politiques ouregrouperüents dês candidats indépendants, n'est recevable si elle présente plus de 70 % de femmes ou d'hommes.

Toutefois, la présente loi ne s'applique pas aux élections au niveau des chefferies traditionnelles des conseillers de village et de fraction, des associations religieuses, de culte ou à caractère confessionnel ou encore tout autre regroupement disposant de statuts et règlements qui leur sont propres.

Article 3 (nouveau): Les listes de candidature aux élections locales doivent respecter l'alternance des sexes de la manière suivante: si deux candidatures du même sexe sont inscrites, la troisième doit être de l'autre sexe.

Article 4 (nouveau) : Les modalités d'application de la loi seront définies par décret pris en Conseil des Ministres.

La loi a été promulguée le 22 Décembre 2015

Célébration des 16 jours d'Activisme contre la

violence faite aux Femmes et aux Filles en Images

#16 Days
ORANGE

« Tapez sur les Tam-Tams et pas sur les Femmes » : Leitmotiv du Combat que mène le Jeune CHEICK TIDIANE DIALLO, un « HeforShe » dédié à la Lutte Contre les VBG

« Engagé depuis plusieurs années, c'est la tragédie de la perte de ma sœur qui a mis à la lumière mes engagements citoyens. La lutte contre les violations des droits humains, particulièrement ceux de la femme, est devenu mon quotidien. Je prête l'oreille, je conseille, j'oriente et je communique de mon mieux sur la question. Tout ce que je peux faire pour aider, pour sauver une autre âme avant que cela ne soit une fois de plus trop tard ».
- Cheick Tidiane DIALLO

Les sages nous apprennent que le courage d'un individu se mesure surtout aux nombres de fois que la personne a su se relever après des échecs. L'habilité qu'une personne à tourner une situation négative en une qui est positive. Si cela est vrai, Tidiane Diallo est une personne fortement courageuse. En tout cas, ce jeune Bamakois de trente-neuf ans, aurait marqué les esprits en cette année 2015 de par sa détermination et son engagement à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, un sujet encore tabou dans nombreuses de nos communautés.
Membre fondateur du Collectif « Plus Jamais Ça » une organisation œuvrant pour la consolidation de la Démocratie et la Promotion des Droits Humains, Tidiane Diallo est aussi ce jeune activiste qui fut à la base du projet «Je suis Malien» – un mouvement de sensibilisation citoyenne qui appelait à la Paix et la Cohésion Sociale pour inviter les populations malienne à plus d'engagement pour la Paix en vue de la création d'un environnement stable favorable à la tenue d'élections libres et apaisées. Ainsi, en 2013, avec d'autres camarades de la Jeune Chambre Internationale (JCI) dont il est Sénateur, Tidiane, vulgarisa des messages de Paix et d'éveil patriotique à travers une Caravane qui sillonna les différentes communautés du Mali, de Kayes à Tombouctou.

Cependant, c'est en février 2015, que la solidité et la détermination du jeune activiste fut réellement révélées aux populations maliennes. Quand, face à un malheur personnel, Tidiane saura transformer des moments de pleurs et de désolations en situation d'espoir et d'espérance. Avec courage et bravoure, Tidiane a su sortir du deuil engendré par la perte tragique de sa sœur benjamine, victime de violences conjugales et en faire une opportunité, une issue favorable pour tant d'autres survivantes. En effet, c'est face au désarroi généré par la mort, que ce jeune « HeForShe » choisit la Vie en s'engageant dans la lutte et la prévention contre les Violences Basées sur le Genre.

Farouchement opposé à tout type de violence à l'endroit des femmes et des filles, Tidiane n'hésite pas à comparer les auteurs d'actes de VBG à des terroristes utilisant de faux arguments pour ôter la vie à d'innocentes populations. En comparaison, il dira : « Autant, les uns utilisent la religion pour semer la terreur au sein des populations, autant les autres l'utilisent pour justifier des actes répréhensibles dans leurs relations avec la femme, lui porter des coups et préjudices, semer la terreur sur son corps et dans son esprit». Deux comportements, tous criminels qui doivent tous les deux être combattus avec les mêmes rigueur et détermination déclare Tidiane, avant d'ajouter : «la femme qui subit des violences conjugales est très souvent une victime collatérale des relations malsaines que son bourreau a en fait avec lui-même. Une situation injuste et intolérable que rien, absolument rien ne s'aurait légitimée».

Ainsi, c'est avec un Master en économie de l'université polytechnique américaine de Florida A&M, que notre jeune Chef d'Entreprise, reste résolument engagé pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles, et plus précisément les violences physiques domestiques. Conscient qu'il ne pourrait mener ce combat tout seul, Tidiane en appelle à l'implication de tout un chacun. Lisez ses propos :

Mali-Musow : Que diriez-vous sur les violences faites aux femmes et leurs conséquences ?

Tidiane Diallo : Pour les pays africains, comme le nôtre, la lutte contre les violences basées sur le Genre devrait être approchée comme une problématique de

développement. La femme est au cœur du développement dans notre pays. Elle est le pilier de nos familles et de nos communautés. C'est pourquoi je dénonce une certaine ambigüité que je constate au niveau du comportement des bourreaux auteurs d'actes de violences : « On exige à la femme de s'occuper de la maison, de l'éducation des enfants, qu'elle soit aux petits soins pour la famille. Mais comment s'attendre qu'une femme battue mène à bien ces tâches ? ». Car cela doit être clair qu'une femme violentée, c'est aussi le socle de la famille qui est secoué, les activités de production de la famille qui sont menacées, la survie des enfants qui est compromise, l'avenir de la famille et de toute la communauté qui sont en effet mis en péril. Les bourreaux auteurs de VBG ne peuvent donc pas continuer à espérer quelque chose et son contraire, ceci devrait leur être expliqué, et ce de façon continue.

Mali-Musow : Que devons-nous faire à votre avis ? Y a-t-il un problème de structures de prise en charge de la question ?

Tidiane Diallo : Je ne pense pas qu'il y a un besoin de créer encore d'autres structures aujourd'hui. Il s'agit plutôt de converger les efforts et encore communiquer plus sur la question. Les structures qui existent au Mali sont méconnues. Il est important alors que nous œuvrions à appuyer pour les faire connaitre de nos concitoyennes et tous ceux qui sont victimes et ou témoins de violences sexistes ou sexuelles. Il nous faut le dire et le redire, briser le tabou autour des violences conjugales. Car, nous constatons qu'il ne s'agit pas des cas isolés malheureusement, mais d'actes encore plus fréquents qu'on le pense.
Aussi, j'invite les autorités du pays pour l'application des textes existant et l'adoption de lois encore plus rigoureuses dans la répression. En plus du politique, les leaders religieux aussi peuvent jouent un grand rôle dans la lutte contre les VBG c'est pourquoi les autorités devront être mieux informées sur la question. Peut-être qu'elles ne savent réellement pas le niveau de détresse que vivent les femmes. Les chefs spirituels sont très écoutés dans nos sociétés où ils servent de modèles pour nos comportements individuels et collectifs, à ce titre, ils peuvent avoir un effet important dans la lutte contre les VBG. Je crois fort qu'une fois que les leaders religieux s'empareront de la question des VBG, les choses changeront. Mais il faut que cela viennent d'eux-mêmes pour un impact plus fort sur la société.

En plus du politique et du religieux, nous aussi nous pouvons beaucoup faire au niveau de la Société Civile. Et je profite de cette entrevue, pour saluer les efforts de toutes les ONG qui œuvrent dans le domaine de la lutte contre les violences basées sur le Genre.

Chacun a un rôle à jouer et cela à tous les niveaux : de l'individu, à la famille, à la communauté.

Une grande partie des activités de sensibilisation que je mène se focalise sur l'éducation et la sensibilisation sur le fléau et ses différentes manifestions qui ne sont pas que physiques. En plus de la sensibilisation, nous devons aussi travailler sur la NON banalisation des VBG par les prestataires de services et ceux qui ont la responsabilité de la prise en charge des victimes. Car, très souvent les femmes qui subissent les violences ne sont pas écoutées, ni au niveau des familles mais encore des fois c'est même au niveau des structures de prise en charge sanitaire, sécuritaire ou judiciaire que la banalisation se passe. La justice doit prendre aussi toutes ses responsabilités. La police qui doit protéger les civils doit le faire correctement sans considération des pesanteurs sociales. Quand une femme battue va voir le policier, des fois, c'est ce dernier qui la remet dans un taxi en la renvoyant dans sa famille. Donc à ce niveau aussi, les autorités doivent prendre les choses en main et arrêter la banalisation. Tout acte de VBG doit être puni. Toute victime a droit à la justice et à la réparation.

Mali-Musow : Quels rôles pour la Jeunesse ?

Tidiane Diallo : Les violences basées sur Genre sont des menaces réelles pour toutes les femmes quel que soit leur âge ou leur classe sociale. Et cela est encore plus vrai au Mali, où nous partageons les mêmes religions, moeurs et traditions. Donc la Jeunesse a bel et bien un rôle à jouer.

De nos jours nous avons la chance au sein de la jeunesse d'avoir les réseaux sociaux et les divers moyens de communications qui nous permettent ouvertement ou en « incognito » de façon anonyme de parler du fléau. Nous devons faire plus d'efforts pour encourager les débats autour des violences basées sur le genre.

Nous-mêmes, les hommes nous devons particulièrement commencer à en parler afin que cela ait plus d'impacts. En effet si ceux qui ne souffrent pas des VBG se lèvent, cela aura un écho encore plus fort. La gente masculine doit se mobiliser, il faut que les hommes communiquent davantage sur le droit des femmes. Et c'est bien cette mission que je compte mener avec la dernière énergie. Seuls devront rugir les sons des tam-tams. Nous devons bannir à jamais les rugissements des femmes victimes de violences conjugales. C'est pourquoi je dis haut et fort à tout homme, bourreau, auteur et au complice de coups à l'endroit des femmes : Stop ! Tapez sur les Tam-tams et pas sur les femmes »

Violences Basées sur le Genre : Les 16 Jours d'activisme de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles à GAO

Le présidium de la cérémonie : le représentant local de UNICEF, le Préfet de Gao, la DRPFEF et le Chef de sous bureau de Gao 9/12/15

L'activité phare des 16 jours d'activisme à Gao a été réalisée à la place de l'indépendance de Gao sous la présidence du Préfet de Gao. Elle a enregistré une foule nombreuse de femmes, d'hommes et de jeunes ainsi que les représentants des agences du système des Nations Unies et de la MINUSMA. Trois interventions ont été enregistrées lors de cette cérémonie. Il s'agit de l'intervention de la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille de Gao, le Chef du Sous bureau ONU Femmes de Gao et enfin celle du Préfet représentant le Gouverneur. Tous ont apprécié la tenue de la cérémonie qui dénote en plus du caractère officiel démontre els réalités que vivent la région, le Mali et en général dans le monde. Beaucoup d'actes de violences ont été commis sur les femmes avant, pendant et après l'occupation. Les plus graves violences sur les femmes et les filles sont les mariages précoces et forcés, les viols, les violences physiques et psychologiques, etc. Gao a été un centre d'intérêt pour les occupants qui ont menés toutes sortes de violences sur les femmes et les filles en son temps.

On peut retenir de toutes ces interventions l'existence du phénomène de la violence dans la région de Gao et sa persistance au sein de la communauté. La tenue de cette campagne du Secrétaire Général des Nations Unies ainsi que les exhortations de la Directrice Exécutive de ONU Femmes ont été rappelés à leur juste valeur pour palier à ce fléau. L'existence de certains mécanismes d'assistance au niveau de la région en faveur des personnes en détresse et leur prise en charge a été notifiée. Cela a été le lieu aussi de remercier tous les acteurs œuvrant dans la lutte contre les VBG par les trois intervenants. La cérémonie a aussi donné l'occasion de rappeler à l'assistance que beaucoup d'efforts sont en train d'être faits mais que beaucoup aussi reste à faire. La multiplication des activités de sensibilisation et d'information sur les méfaits des violences, l'existence d'infrastructures pour leur prise en charge, l'existence des lieux de rencontres entre les femmes comme les cases de la paix ou Woye SIIFA ont été saluées. Des skecths aussi ont éduqué l'assistance sur les droits des enfants et des filles en particulier, le mariage précoce et forcé.

Haïdara Assatoune Sango Directrice régionale de la Promotion de la Femme de Gao

Femmes et Autonomisation Économique Mali Muso : Un Label de Normalisation Genre au Mali (Suite)

promotion du secteur privé. Cependant, il a clarifié les différences institutionnelles, de missions notamment avec la Chambre de Commerce.

La rencontre a pris fin par les mots de remerciement de part et d'autres, le président du CNPM a réitéré son implication personnelle pour la réussite de ce nouveau partenariat et particulièrement pour le succès du projet Mali Muso.

3. Actions retenues :

- La signature d'une convention de partenariat entre ONU Femmes et le CNPM ;

- La tenue d'une réunion technique pour peaufiner le document concept note sur le projet Mali Muso et la détermination des grands axes de travail.

Les prochaines réncontres permettront entre autre la préparation du lancement officiel du Label « Mali Muso » qui permettra au secteur privé de participer à la gouvernance Genre au Mali.

Gao : Visite du Représentant et de la Conseillère Programme de ONU Femmes

Il est clair qu'avec la volonté ferme d'aider, d'assister et de participer aux activités de paix est une mission noble et confortable. C'est le challenge que notre Représentant Résident et la Conseillère au Programme ont tenu à relever. Au moment où des menaces planent sur la région en matière d'insécurité, le problème de paix et de sécurité est une question qui concerne pour la plupart des cas de femmes et de filles qui sont les groupes cibles de l'Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes.

A titre de rappel, ONU Femmes depuis la crise qui a secoué le Mali en 2012 s'est évertuée à la recherche de partenaires techniques et financiers pour assurer un appui au Gouvernement du Mali à la recherche de la paix et la cohésion sociale. Cette recherche de financement reçu un écho favorable de la part du e Japon qui a octroyé un fonds de 1000 000 USD au profit de la région de Gao.

La mise en œuvre du projet ainsi financé est assurée par les partenaires suivants : GREFFA, AMPRODE Sahel et ACORD dans la région de Gao.
En plus de ces ONG d'autres structures ont bénéficié de la visite de l'équipe de la mission : le Gouvernorat, OCHA, la DRPFEF, GRAIP avec la case de la paix, la MINUSMA, les femmes ex-combattantes.

Pour GREFFA, la rencontre intercommunautaire est une des activités phares du projet sur financement Japonais. C'est pour ces raisons que le Représentant Résident et la Conseillère aux Programmes ont tenu à participer à cette importante action qui rentre dans l'atteinte des objectifs de ONU Femmes et particulièrement pour montrer la force des femmes à pouvoir faire revenir la paix et la cohésion sociale. Cette rencontre enregistrera des discours, des débats thématiques sur la paix et la cohésion sociale, des interviews, des débats intercommunautaires pour aboutir à une cause commune qui est la paix et le bon vivre ensemble.

Le Représentant, la Conseillère au Programme et le Directeur de Cabinet. 30/10/2015 au Gouvernorat

La rencontre effectuée au Gouvernorat avec le Directeur de Cabinet et le Conseiller aux Affaires Economiques et Financières a été très instructive pour la mission, car on a découvert en lui un He for She. Des questions ont été évoquées par la mission sur la situation sécuritaire, les actions des femmes au niveau de la région, la compréhension des concepts autonomisation de la femme et égalité des sexes.

Selon le vice gouverneur, cette autonomisation dépend des femmes, de leur engagement et de leur force numérique. Il retient que la religion a mis la femme en exergue, que le nombre de femmes plus élevé que celui des hommes, toutes les activités champêtres de la femme devraient être soutenues notamment par un accès à la terre. Il est d'ailleurs impensable que cette même couche demande 30% de représentativité à l'assemblée et que les hommes posent problème. Des exemples ont été donnés par le représentant en citant l'exemple

La Directrice régionale de la promotion de la femme, le Représentant et la Conseillère au Programme. 30/10/2015 à la DRPFEF de Gao

Gao : Visite du Représentant et de la Conseillère Programme de ONU Femmes (Suite)

des noirs aux Etats Unis et celui du Sénégal, pour dire que souvent malgré les pesanteurs socioculturelles qui jouent sur l'épanouissement des femmes, force est de reconnaître que des dispositions réglementaires aussi n'ont pas soutenu les différentes actions engagées par les femmes pour la prise en compte de leurs droits.

La rencontre avec la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille de Gao a été salutaire selon sa déclaration, du moment qu'elle vient juste de prendre service et qu'elle rencontre le Représentant et la Conseillère au Programme de ONU Femmes. Le Représentant lui a notifié le soutien de ONU Femmes à son département de tutelle dans le cadre de l'atteinte de ses objectifs.

La mission a été informée des réalisations faites par la Direction avec l'appui de ONU Femmes. Il s'agit entre autres de la réhabilitation de la maison de la femme, de la formation des agents des médias de proximité, de l'élaboration des messages et de la diffusion dans les radios de proximité. Elle a signalé le problème d'électrification de la maison de la femme que ONU Femmes a promis de prendre en considération. Après cet inventaire de réalisations, la mission a insisté sur le changement social qui doit être opéré dans la société par les femmes à travers de petites actions qui puissent donner des résultats probants. Enfin la mission a insisté sur la capitalisation du programme par l'implication de la DRPFEF dans les activités de mise en œuvre, un plan d'action qui détaille sa supervision et proposer des activités de renforcement de capacité des agents, tout en soumettant un budget. La mission a fait part des actions futures en matière de renforcement des capacités, pour combler les lacunes dans la remontée d'informations de la DRPFEF jusqu'au ministère.

Photo de famille avec GREFFA. 30/10/2015 à GREFFA

La rencontre avec l'ONG GREFFA a été l'occasion d'informer la mission sur les préparatifs de la rencontre jumelée au lancement de leur projet. Cette rencontre intercommunautaire a vu la participation des représentants des communes de Gao, de Gouzoureye, de Boulgoundiè, de N'Tillit et deux autres communes rurales qui se sont jointes.

Après le détail des activités le Représentant a donné des conseils sur l'importance de la capitalisation des réalisations de GREFFA en matière de stratégie de prise en charge des victimes de VBG afin qu'elle puisse servir d'exemples à d'autres structures qui désirent évoluer dans le même secteur.

La rencontre intercommunautaire

Cette rencontre a enregistré la participation de plusieurs responsables, agences Onusiennes, de la MINUSMA, des services techniques, des organisations de la société civile, des leaders communautaires et religieux, un grand nombre de la population estimé à plus de 500 personnes.

La crise que nous venons de connaître a tellement touché la femme et la fille dans leur âme que des rencontres intercommunautaires de ce genre est souhaitable afin qu'elles puissent se libérer, se parler et même proposer des actions pour les hommes afin que le bon vivre ensemble soit une réalité pour toujours.

Le discours de la Maire de Boulgoudié

Ce dialogue social facilité par GREFFA fait référence à toute la beauté culturelle entre les peuples ou ethnies d'une même région qui ont toujours vécu ensemble dans la cohésion, l'entente et la concorde. On pouvait noter à la cérémonie la présence de différentes tentes d'abri des sonrhaï, tamasheq, peulhs et arabes. Nous noterons que les fréquentations entre les femmes de ces différentes ethnies donnaient toujours du sens à la cohésion entre les hommes du terroir. C'est pourquoi un adage de chez nous dit : « ce que la tresse décide la nuit la barbe le traduit le jour ». c'est dire que quand les femmes veulent il y aura la paix et la cohésion, tel est l'un des objectifs de cette rencontre intercommunautaire.

La première intervention fût celle de la Maire de Boulgoudié qui a exprimé toute sa satisfaction pour l'organisation de cette rencontre intercommunautaire couplée au lancement du projet Japonais dont la mise en œuvre est assurée par GREFFA. Elle s'est dite disponible à accompagner les populations de la région de Gao dans toutes les activités allant dans le sens du développement et à la recherche de la paix et la cohésion sociale.

On peut retenir de l'intervention du Représentant Résident de ONU Femmes que sa structure accorde une attention particulière à la participation des femmes dans le processus de réconciliation et de consolidation de la paix. Il a fait référence aux différentes études, aux résolutions pour réparer les préjudices causés aux femmes et aux filles avant de poser ces questions (i) Est-il possible qu'une paix durable soit réalisée sans l'implication de la Femme ? (ii) Le Mali pourrait-il avancer dans le processus de paix en laissant de côté la moitié de ses citoyens qui sont les femmes ? (iii) Le potentiel et la force des femmes pour la consolidation de la paix pourraient-ils être occultés ou négligés ?

Quant à la Directrice de l'ONG GREFFA, elle a parlé des souffrances endurées par les femmes et les filles lors de cette crise. Selon elle, ce sont les femmes seules qui peuvent réellement trouver la solution à cette crise et accélérer le processus de la réconciliation. C'est pourquoi elle a fait référence aux différentes résolutions 1325 et des autres résolutions 1820, 1888, 1889, etc.

Le discours de la Directrice de GREFFA

Le discours de lancement du projet et celui de l'ouverture du Forum intercommunautaire a été fait par le Directeur de Cabinet représentant le Gouverneur de la Région. Il a fait parler son cœur, il a dit ses sentiments propres quant à la participation de la femme dans tout le processus de paix, de réconciliation, de cohésion sociale. Il a salué et remercié tous les efforts fournis par ONU Femmes qui est une nouvelle agence du système des Nations Unies, mais qui réalise des actions très grandioses à la satisfaction du gouvernement et des bénéficiaires. D'après lui un adage de chez nous dit « derrière tout grand homme il y a une grande dame ». Sa question est pourquoi on ne fait pas participer cette grande dame aux débats publics ? Pourquoi ne consulte-t-on pas cette grande dame ? Pourquoi on ne donne pas la parole à cette grande dame ? Ces doivent cesser maintenant pour que les hommes et les femmes bâtissent ce pays ensemble au bonheur de tout le monde.

La rencontre avec les femmes dans la case de la paix a été émouvante

A la case de la Paix, une mention a été faite sur la visite d'échanges au Libéria par la nouvelle Directrice régionale de la promotion de la Femme. Elle a parlé du vécu au Libéria, le rôle joué par les cases au niveau sécuritaire, relationnel, économique et qu'elle pourra mettre à la disposition de la case de Gao.

En pésence de plus d'une centaine de femmes et d'une

Gao : Visite du Représentant et de la Conseillère Programme de ONU Femmes (Suite)

La présidente de la case avec le Représentant Résident

dizaine d'hommes, les présentations des membres du bureau de gestion de la case et des membres de la délégation de ONU Femmes ainsi que les responsables de l'ONG GRAIP, la parole a été donnée à la présidente de la case qui a fait un peu la genèse de la case, son importance comme instrument pour la recherche de la paix, de la cohésion sociale, des activités tenues dans la case, des rencontres hebdomadaires instituées au niveau de la case, de la tenue de rencontre avec d'autres femmes de différentes associations. Une rencontre a été organisée par la case entre les femmes tamasheq et sonrhaï afin qu'elles soient unies pour toujours et former un seul groupe de femmes.

Une autre activité a été la remise symbolique des fonds de relèvement économique à un groupement de femmes vulnérables identifiées par AMPRODE Sahel, le Développement Social et la Direction régionale de la Promotion de la Femme. Une présentation par l'équipe de AMPRODE Sahel, du processus d'identification, des séances de sensibilisation, de la mise en place des groupes solidaires au sein du même groupement. Notons que ce groupement est spécifiquement tamasheq, ceci pour éviter l'exclusion et il a déjà participé aux activités de la case de la paix afin de faciliter leur intégration avec les femmes des autres communautés.

La rencontre avec les femmes ex-combattantes du Mouvement des Forces Patriotiques et de Résistance (MFPR) a été un temps fort de cette mission. L'objectif de cette rencontre a été de donner d'abord la compréhension de ONU Femmes à ce concept de femmes ex-combattantes. En cas de conflit selon le Représentant certaines fuient avec les enfants, certaines vont sur le champ de bataille avec les hommes et d'autres sont à la recherche de renseignements ou de vivres pour les combattants. Mais après les conflits on s'intéresse seulement aux hommes mais pas aux femmes qui ont évolué avec eux.

Photo des femmes ex-combattantes à la rencontre avec le Représentant

Photo de famille avec les bénéficiaires des femmes tamasheq de Gao

Gao : La Rencontre Avec le Chef de Bureau de la MINUSMA

La rencontre avec le Chef de Bureau de la MINUSMA à Gao et le Chef de Département Politique a permis à la mission de faire le point sur les activités menées au cours de son séjour à Gao.

Le représentant a bien insisté sur la nécessité de prendre en compte les femmes dans les actions de démobilisation, désarmement et de réinsertion. Car ces femmes aussi ont joué un rôle très important dans cette crise, ce qui est souvent oublié. Cette visite a été appréciée par le Chef de sous bureau qui a promis qu'une attention particulière sera portée sur la prise en compte des problématiques de la femme.

Le représentant Résident avec le Chef de Bureau MINUSMA de Gao

Tombouctou : Visite de Supervision de la Conseillère au Programme de ONU Femmes

Le chef de service promotion femme de Diré, les deux chefs de division de la DRPFEF et la SP de ONU Femmes

Des rencontres ont été faites auprès de Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, du Gouvernorat, d'AMPRODE Sahel, ASG et WILDAF ainsi que la participation à des sessions de sensibilisation et d'information. La mission a aussi participé à la journée de concertation sur la Résolution 1325 organisée par le REPSFECO de la région.

La DRPFEF a réellement apprécié la mission de supervision et confirmé l'esprit de franche collaboration qui existe entre la Direction et les ONG financées par ONU Femmes. Il s'est engagé à faire remonter les informations au niveau de sa hiérarchie pour plus de synergie d'actions entre les acteurs

Le coordinateur de WILDAF a souligné l'importance de la synergie entre les ONG financées par ONU Femmes. La difficulté majeure rencontrée est la constitution de dossiers de victimes pour leur accompagnement juridique.

AMPRODE Sahel accompagne 8 groupements dont 6 qui ont reçu des équipements depuis mars et les 2 autres en août.
Il a été conseillé d'organiser des visites entre les anciens et les nouveaux groupements de femmes pour des échanges d'expériences.

L'ONG ASG qui évolue à Diré a mis en place 36 groupements de femmes et a octroyé des fonds à 360 femmes. L'ONG est à la recherche des récépissés pour les coopératives, la réhabilitation des cases de la Paix woye siffa, l'initiation avec l'agent d'AMPRODE Sahel pour la formalisation des groupements en associations.

Une bénéficiaire de AMPRODE Sahel devant son étalage à Tombouctou

Mopti : Une mission ONU Femmes/UNICEF dans le cadre des recommandations du HACT dans la région

Rencontre avec les leaders femmes du village Burkina de Mopti 24/11/2015

Family Care Internationale est un partenaire de mise en œuvre des Projets et Programmes de UNICEF et d'ONU Femmes dans la région de Mopti. Ce partenariat a commencé en 2012 avec UNICEF et en 2014 avec ONU Femmes. Les projets exécuté sont «Projet de renforcement des acquis en matière de réponse ,la prévention des violences basées sur le genre , leur accompagnement psychosocial et de protection des enfants dans le cercle de Mopti et de Douentza » pour UNICEF et le « projet de prévention et de réponse des violences basées sur le genre et leur accompagnement psychosocial, la protection de l'enfant dans la commune de Mopti, Fatoma et Douentza » pour ONU Femmes. Une mission conjointe s'est déroulée du 23 au 27 Novembre 2015 dans le cadre des recommandations du système d'harmonisation des interventions des agences Nations Unis (HACT). Les deux agences ont effectué cette mission conjointe afin de voir les forces et les faiblesses du partenaire sur le plan programmatique et de la gestion financière. Ainsi elle a eu à rencontrer la DRPFEF, le personnel de Family Care International, les communautés bénéficiaires, la direction de l'hôpital Somino Dolo, le service social de l'hôpital, les scolaires, les élus communaux, les leaders communautaires, l'UNICEF. Chaque partenaire a fait un détail des activités réalisées, des difficultés et ont proposé des suggestions d'amélioration.

Rencontre avec les 11 chefs de quartiers de Mopti dans le vestibule 24/11/2015

Femmes - Paix et Sécurité :

La sécurité au niveau des trois régions au cours de ce 4ème trimestre n'est pas luisante. Nous avons pu enregistrer plusieurs attaques à main armée sur les axes de Ménaka, Ansongo et Anefis et sur l'axe Gao et Gossi dans la région de Gao. Des attaques perpétrées contre les forains dans la région de Mopti et des assassinats ciblés dans les cercles de Koro et Bankas dans la région de Mopti. Des attaques suivies d'assassinats sur l'axe Tombouctou et Goundam dans la région de Tombouctou. Pour cette région il n'était plus prudent de voyager par la voie terrestre mais seulement par la voie aérienne ou fluviale. Des assassinats ciblés et des conflits intercommunautaires et intracommunautaires ont été signalés dans la région de Gao plus précisément dans le cercle de Ménaka. Des vols de véhicules des ONG internationales ont été enregistrés ce trimestre dans la région de Gao.

On pensait qu'avec la signature de l'accord la sécurité reviendrait de suite; de plus certains clans se sont mis encore à se rebeller contre certaines décisions pour dire qu'ils ne sont pas pris en compte dans la mise en œuvre, par exemple l'implication de tous les groupes armés dans la patrouille mixte dans la région de Gao.

De plus, les infrastructures routières connaissent des niveaux de dégradation avancée qui causent des dommages sur les équipements voyageant mais aussi sur les voyageurs. Cet état de fait entraine un enclavement factuel sur certaines localités du Nord.

Système des Nations Unies devraient également permettre de réaliser des économies.
L'analyse globale de la Composante fondée sur les 4 rubriques essentielles liées à la mise en œuvre du cadre de planification et de programmation (à savoir : **a.** les coûts opérationnels et de gestion des programmes conjoints du Système des Nations Unies ; **b.** les coûts opérationnels et de gestion des autres programmes et projets du Système des Nations Unies **c.** l'utilisation des procédures nationales (NEX / HACT / Manuels de procédure) et **d.** Travaux analytiques conjoints du Système des Nations Unies) met en exergue, à la fois, des gains substantiels sur le plan financier mais aussi, une plus grande rationalité liée à la convergence programmatique.

C. Programmation Budgétaire Partenariat et Mobilisation des Ressources

L'appui du SNU à la cellule CSLP, au SHA et à la DCM (structures centrales de coordination et de gestion de l'aide) a grandement contribué à l'accompagnement des processus de formulation des stratégies nationales de développement et de coordination.
Cet appui constitue un acquis que les autorités nationales considèrent comme remarquable. Cet effort d'accompagnement est naturellement appelé à se poursuivre au cours du nouveau cycle de mise en œuvre de l'UNDAF+ .
Grâce à une rationalisation de la représentation du Système des Nations Unies dans les cadres de concertation de l'Aide Publique au Développement (Stratégie Commune d'Assistance Pays - Déclaration de Paris), le SNU doit pouvoir réaliser des économies importantes sur le temps de travail que consacrent les Agences à ces cadres de concertation.

D. Système de suivi-évaluation de l'action du système des Nations Unies

Caption. *Crédits : UNDAF*

Une stratégie commune de Suivi & Evaluation devrait permettre une gestion axée sur les résultats plus efficace et mieux focalisée, sur les impacts de l'action du SNU au Mali. La mise en place d'un cadre de suivi-évaluation des interventions du Système des Nations Unies autour de 2 composantes majeures (à savoir, les revues annuelles, à mi-parcours et finales conjointes ainsi que la mise en place d'outils et de bases de données conjointes) et la réalisation de missions communes de suivi évaluation, constituent les éléments clés d'une stratégie commune de Suivi & Evaluation adoptée par le SNU et ses principaux partenaires.

En plus de ces atouts sur la base de l'analyse de la situation faite dans le Bilan Commun du Pays, il a été constaté que les avantages comparatifs du Système des Nations Unies au Mali reposent sur : **(i)** son mandat en matière de promotion des Droits Humains, y compris le droit des femmes **(ii)** sa neutralité, **(iii)** son expertise pluridisciplinaire en termes de renforcement des capacités nationales, **(iv)** son aptitude spécifique à protéger les groupes vulnérables et sa mission d'intervention dans les plus pauvres, **(v)** son mandat dans le domaine de l'environnement et du développement durable **(vi)** son mandat dans le domaine de la santé publique et sa responsabilité reconnue dans la lutte contre le VIH/SIDA., **(vii)** sa connaissance approfondie et son expérience de la dynamique des conflits et du processus de paix, à ses outils et sa longue et solide expérience en matière de reconstruction post-conflit, de protection sociale et de développement, **(viii)** la synergie entre les agences des Nations Unies renforcée par l'intégration avec la MINUSMA ; **(ix)** sa flexibilité, sa capacité à faire face aux situations d'urgence et son expérience avérée dans le domaine humanitaire ; **(x)** son expertise disponible dans la facilitation du dialogue politique entre les acteurs politiques, la formulation des politiques, des stratégies et la conduite des actions de plaidoyer.

Perspectives pour 2016

Dans le cadre du démarrage effectif de la mise en œuvre de UNDAF+ les Nations Unies pourront apporter un véritable changement à l'échelle nationale dans des domaines stratégiques clés. Il s'agit principalement de :

1. La Stabilisation post conflit et la Réforme du Secteur de la Sécurité y compris la Réinsertion socioéconomique des ex-combattants, le cantonnement et le DDR, entre autres ;

2. Le renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de Droit y compris la refondation des administrations publiques, l'approfondissement de la décentralisation et de la gouvernance inclusive, la réhabilitation du système judiciaire, le respect pour les droits humain et l'égalité hommes – femmes; la lutte contre la corruption

et l'impunité, le renforcement des capacités de la société civile et des communautés de base, etc.

3. Le soutien au dialogue inclusif et la réconciliation nationale y compris le processus de paix, le dialogue entre l'état et les communautés, les dialogues intercommunautaires, la cohésion sociale et la recherche de solutions durables telles l'intégration locale des réfugiés vivant au Mali et la réintégration socio-économique des personnes déplacées et des rapatriés.

4. La promotion de la croissance économique et la lutte contre la pauvreté y compris le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement du secteur privé, la promotion de l'emploi des jeunes et du travail décent, etc.);

5. Le soutien au retour de l'administration et l'amélioration de l'Accès aux services sociaux de base : y compris le respect des droits sociaux et économiques (Santé, Education, Logement décent), l'accès à l'Eau potable et l'Assainissement, la Protection sécuritaire et sociale et des groupes vulnérables (Personnes Agées, Personnes Handicapées et Enfants) ;

6. La Gestion de l'Environnement et des Changements Climatiques: y compris les Energies Renouvelables;

7. La Prévention et la Gestion des Catastrophes Naturelles.

En plus de ces domaines stratégiques susmentionnés, les Nations Unies au Mali vont appuyer le Gouvernement dans le renforcement de la Résilience des communautés notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel.

Présence de la MINUSMA au Mali

En réponse à la crise sécuritaire et

Poignée de mains entre S.E. M. Diop, Ministre des Affaires Étrangères du Mali et le Représentant Spécial du Sécretaire Général des Nations Unies. *Crédits : MINUSMA*

politique qui a traversé le pays, le Conseil de sécurité a mis en place la Mission de stabilisation multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA), par sa résolution 2100 (2013) du 25 Avril 2013 et 2164 (2014).

Le mandat de la MINUSMA comprend: **(i)** la stabilisation des principaux centres de population et de soutien pour le rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, **(ii)** l'appui à la mise en œuvre de la feuille de route de la transition, y compris le dialogue politique national et du processus électoral ainsi que de faciliter un processus de négociation exclusive entre les autorités de transition et les groupes armés rebelles, **(iii)** la protection des civils et le personnel des Nations Unies, **(iv)** la promotion et la protection des droits de l'homme, **(v)** le soutien à l'aide humanitaire et la reconstruction participative et les efforts de relèvement au niveau national et local, conduisant à la consolidation de la paix et du développement socio-économique à long terme; **(vi)** un appui à la sauvegarde du patrimoine culturel, et **(vii)** l'appui à la justice nationale.

La présence d'une Mission intégrée et multidimensionnelle impose une réorganisation de la planification conjointe entre la Mission et les agences des Nations Unies. L'expérience de l'intégration s'est traduite en 2013 par l'adoption d'un plan d'action conjoint, mis en œuvre par quatre Task Forces. L'UNDAF+ assure non seulement l'harmonisation des processus de planification des agences, fonds et programmes, mais aussi ceux de la Mission tel que l'élaboration d'objectifs de référence avec des indicateurs de réalisation des priorités du mandat de la MINUSMA comme requis par le Conseil de sécurité (S/RES/2164, 2014), notamment **(i)** sécurité, stabilisation et protection des civils ; **(ii)** appui au dialogue politique national et à la réconciliation nationale ; et **(iii)** appui au rétablissement de l'autorité de l'Etat dans tout le pays, à la reconstruction du secteur de la sécurité malien, à la promotion et la protection des droits de l'homme, et à l'aide humanitaire.

L'UNDAF+ 2015-2019 est l'expression la plus concrète d'une programmation intégrée entre une Mission de maintien de la paix et des agences du système des Nations Unies.

C'est en analysant ce nouveau contexte qu'en 2016 il est prévu une évaluation des résultats obtenus de la SCG et son renouvellement afin de mieux répondre aux défis liés à la mise en œuvre de l'UNDAF +.

Notes de l'éditeur : Article compilé à partir des informations fournies par la MINUSMA. Pour plus de détails, veuillez consulter: minusma.unmissions.org

Les Femmes Comptables Oeuvrent pour la Promotion du Genre au Mali

(Bamako, le 05 Décembre 2015) Désormais réunies au sein d'une même organisation, les femmes comptables libérales du Mali ont mis AFCOL-Mali sur ses fonds baptismaux. Gage de représentativité et de leadership de la femme malienne, AFCOL-Mali ambitionne de contribuer activement à l'autonomisation de la femme à travers le développement du secteur de la Comptabilité et la maitrise des procédures de gestions financières par encore plus de femmes. Le lancement officiel a eu lieu à l'hôtel Salam sous le haut parrainage de Madame le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, et a regroupé plusieurs personnalités politiques, administratives et civiles dont d'éminents experts-comptables. La Cérémonie a aussi servi de cadre pour le lancement du partenariat ONU Femmes/AFCOL-Mali.

Une vue sur la salle lors du lancement d'AFCOL-Mali. *Crédits : ONU Femmes*

Déterminées à jouer pleinement leur participation dans le développement socio-économique du pays, les femmes libérales du Mali se sont regroupées au sein d'une association dénommée AFCOL-Mali (Association des Femmes Comptables libérales du Mali). Ces femmes, entrepreneures, comptent ainsi converger leurs expertises non seulement pour leur propre épanouissement, mais surtout l'épanouissement d'autres milliers de femmes maliennes.

Selon l'UEMOA, 51% des emplois du secteur informel sont occupés par des femmes . Ainsi, avec AFCOL – Mali, des femmes expertes comptables aideront non seulement la formalisation de milliers d'entreprises féminines mais aussi à la comptabilisation de l'apport de ces entrepreneures dans la comptabilité publique. Il s'agit donc, d'une belle opportunité de viabilisation et de vulgarisation des femmes entrepreneures. Avec la mise en place de meilleurs systèmes de gestion financière et procédures comptables adéquates, il sera plus facile d'évaluer et de mesurer les apports des femmes dans nos différentes économies.

ONU Femmes, à travers son Représentant Résident, était aux côtés de la nouvelle organisation lors de son lancement officiel. « Je salue l'initiative de AFCOL-Mali dont la présence nous permettra de répondre à un certain nombre de nos préoccupations. Nous sommes tous conscients du rôle et de la place clé de la femme dans la vie publique … mais que sait-on réellement de sa contribution au PIB? Pourquoi nos institutions financières n'accordent elles pas de crédits conséquents aux entrepreneures mais des micro-crédits ? » disait Dr. Maxime Houinato. Ainsi, en vue de permettre un traitement diligent de la problématique du renforcement économique de la femme malienne, particulièrement des entreprises féminines et des femmes entrepreneures, ONU Femmes et AFCOL-Mali ont décidé de nouer un partenariat à travers un Protocole d'accord de coopération.

Pour en connaitre plus sur les missions de AFCOL-Mali et son plan d'actions, Mali Musow a été à la rencontre de sa secrétaire à l'organisation, non moins présidente de l'Ordre des Experts Comptables du Mali, Madame Sidibé Fatoumata Cissé.

L'Experte Comptable SIDIBE Fatoumata CISSE s'exprime sur l'initiative d'AFCOL - Mali

Sidibé Fatoma Cissé

Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables agréés du Mali depuis 2006, Madame Sidibé Fatoumata cissé est à la tête du Conseil de l'Ordre National des Experts – Comptables et Comptables Agréés du Mali – ONECCA Mali depuis Août 2015.

Manager du Département Audit, Organisation et Conseil du Cabinet d'Expertise Comptable KONI AUDIT, et Conseillère Principale auprès de la Société KONI EXPERTISE, un bureau d'études spécialisé dans le Conseil en Gestion publique et Privée qu'elle dirige avec son époux depuis 1994. Avec ses vingt-ans d'expérience pratique acquise dans la gestion et l'audit des entreprises, Fatoumata, femme leader engagée s'est investie dans l'éducation et de la formation de la Jeunesse malienne à travers l'enseignement. En effet, c'est depuis 2008 qu'elle est chargée des cours d'analyse et de gestion financière à l'Ecole Supérieure de Gestion – ESG de Bamako.

Membre du Conseil Permanent de la Profession Comptable de l'UEMOA – CPPC (2015 – 2018) et du Conseil d'Administration de la Fédération Internationale des Experts Comptables Francophones – FIDEF (siège à Paris), 2012 – 2016, Fatoumata est aussi une Femme entrepreneure, avec des qualifications exceptionnelles. Elle a été plusieurs fois sollicitée pour des missions de supervisions et d'audit des organisations internationales comme la Banque Mondiale et auprès d'entreprises évoluant dans diverses domaines tels que : les Finances Publiques ; les télécommunications, les Banques et Assurances, l'Energie Domestique, les mines et industries.

Avec la création de AFCOL-Mali - Association des Femmes Comptables Libérales- Fatoumata, a accepté le portefeuille de Secrétaire à l'Organisation. Entre ses multiples fonctions, Mali Musow l'a rencontrée pour recueillir quelques propos.

Mali Musow : Madame Sidibé que pensez-vous de la création d'AFCOL-Mali ?

Sidibé Fatoumata Cissé (Fatouma) : L'Association des Femmes Comptables Libérales – AFCOL – Mali est une initiative des femmes comptables libérales qui sont également membres de l'Ordre National des Experts – Comptables et Comptables Agréés du Mali. C'est une initiative qui vise donc à renforcer les femmes maliennes particulièrement sur le plan de leur autonomisation économique.
AFCOL apporte ainsi une réponse adéquate aux objectifs de promotion du Genre que les deux associations : 1) des Experts – Comptables Ouest Africain – ABWA et de 2) la Pan Africaine des Experts – Comptables PAFA se sont ainsi pour la promotion des femmes de la profession.

Mali Musow : Parce que les femmes sont aussi minoritaires dans la profession de Comptables ?

Fatouma : Effectivement, comme vous l'avez constaté et tel que témoigné par les autorités du pays, notamment Madame le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille lors du lancement de l'association, il existait un vide criard dans le paysage des associations et organisations féminines du Mali. Des initiatives techniques et professionnelles comme AFCOL permettent non seulement la valoriser des femmes professionnelles, exerçant dans notre cas, les métiers de la comptabilité, mais aussi de telles associations servent aussi de modèles à d'autres femmes particulièrement les jeunes filles. Ceux et celles qui ne savaient pas que les femmes comptables et expertes comptables agrées existaient, maintenant le savent. Avec AFCOL on parlera désormais des femmes maliennes comptables libérales, qui sont-elles ? Ce qu'elles font ? Et où les joindre?

Mais ceci dit, je dois aussi saluer l'apport des hommes dans l'épanouissement des femmes, particulièrement celles exerçant dans notre profession. L'ONECCA ne serait rien aujourd'hui si ses membres masculins

n'avaient et ne continuaient pas à contribuer. Pour le succès aussi d'AFCOL-Mali, les hommes auront un grand rôle à jouer. Ils pourront nous appuyer financièrement et matériellement dans la mise en œuvre des activités. Déjà, je profite de cet entretien pour dire merci à tous ces hommes qui nous ont aidées à lancer AFCOL et dont certains sont déjà inscrits comme formateur pour les sessions de formation que nous mènerons très prochainement au profit des femmes entrepreneures du Mali.

Mali Musow : Comment AFCOL compte-elle se démarquer de l'ONECCA l'Ordre National des Experts – Comptables et Comptables Agréés du Mali ?

Fatouma : Il ne s'agit pas pour nous de faire une démarcation entre AFCOL et l'ONECCA car AFCOL est une partie intégrante de l'ONECCA. Comme je l'ai dit précédemment toutes les femmes membres initiatrices d'AFCOL sont aussi les membres féminins de l'ONECCA. Donc il s'agit plutôt de complémentarité, de convergence et de synergie d'actions entre les deux structures. Les actions qui seront entreprises à AFCOL rentreront dans le cadre de la promotion de notre profession, particulièrement la promotion des filières comptables vis-à-vis de la gente féminine. Il est grand temps qu'hommes et femmes, participent activement au même titre dans tous les sphères du développement de notre nation. Et cela profitera à tous les maliennes et maliens. De ce fait, l'ONECCA ne peut que se réjouir de la création de AFCOL, car au finish c'est bien elle qui va être en fait le premier bénéficiaire des différents actions menées par AFCOL.

Mali Musow : Alors concrètement comment AFCOL compte-t-elle contribuer à votre mandat en tant que Femme, expert-comptable, Présidente de l'ONECCA?

Fatouma : Dans le Programme de la mandature 2015 – 2018 de l'ONECCA, la promotion de la profession comptable libérale et la communication sont des axes majeurs. Les actions que AFCOL va entreprendre aideront ainsi l'atteinte de ces objectifs. Pour AFCOL, Femme et Experte comptable vont de pair; on ne peut parler des femmes comptables libérales sans parler des experts – Comptables de manière générale. Car pour nous, il s'agit d'exceller, de parfaire et maitriser les outils et les procédures, bref d'être à la pointe de la formation. C'est-à-dire œuvrer sans cesse pour que les femmes comptables puissent toutes sans exclusive s'épanouir et jouir pleinement des fruits de leur métier. Et nous savons tous, que quand la femme gagne c'est la société toute entière qui gagne. Donc pour directement vous répondre, je dirais que rien qu'en se focalisant sur ses objectifs tels que stipulés dans ses statuts, AFCOL contribuera à plus d'un titre à la réussite de mon Mandat à la tête de l'ONECCA. La réussite d'AFCOL sera la réussite de l'ONECCA.

Mali Musow : AFCOL acteur de l'autonomisation de la femme malienne en général cela se fera comment ?

Fatouma : Les domaines d'intervention d'AFCOL porteront sur trois volets :

- L'assistance aux femmes et filles des milieux modestes,
- L'attraction des jeunes filles vers les métiers comptables,
- L'assistance aux femmes d'affaires et entrepreneures en les soutenants dans la bonne gouvernance et à la compétitivité de leur entreprise.

Vous conviendrez donc que l'objectif ultime de AFCOL c'est bien l'autonomisation de la femme malienne. Si le premier pas vers l'autonomisation de la femme repose sur l'instruction, l'éducation et la formation, en aidant les femmes et filles des milieux modestes à s'instruire, AFCOL les aidera à compter sur elles – mêmes et à acquérir une indépendance financière (même modeste).

Attirer les jeunes étudiantes vers la profession libérale est également une manière de les inciter à être autonomes car, nous voulons leur montrer qu'il y a des alternatives à l'emploi salarié et ainsi éviter le chômage. Et enfin, la bonne gouvernance et la compétitivité sont les facteurs clés de succès de toute entreprise. Et, lorsque qu'une entreprise féminine prospère, c'est l'indépendance financière pour les propriétaires au final. Ceci se traduira forcement à la longue sur l'économie nationale du pays.

L'Experte Comptable SIDIBE Fatoumata CISSE s'exprime sur l'initiative d'AFCOL - Mali (Suite)

Mali Musow : Justement, quels conseils pratiques donnez-vous aux femmes entrepreneures pour que cette bonne gouvernance et compétitivité soient des réalités quotidiennes pour leur entreprises ?

Fatouma : En général, les femmes entrepreneures ne sont pas bien formées aux métiers du management; ce qui agit sur la pérennité des entreprises créées par les femmes. Les femmes devront séparer leurs deniers personnels des deniers de leur société.

Egalement, les femmes recrutent souvent leur personnel parmi les membres de leur famille ou de leur entourage sans nécessairement que ce choix soit justifié par la qualité intrinsèque des ressources humaines. Toute chose qui met en péril la viabilité de leur entreprise.

Aussi dans notre contexte, nous devons faire des efforts pour des changements de certains de nos comportements, particulièrement notre gestion par rapport aux évènements familiaux ou autres manifestions sociales. Les gâchis et dons faramineux lors de nos cérémonies doivent cesser. Ces comportements n'aident pas à la fructification des ressources financières, la seule contrepartie qu'on peut en tirer c'est la renommée peut-être, et même cela ne sera qu'éphémère sans fructification et vrai fondement de la richesse souhaitée, celle que beaucoup de femmes veulent faire voir.

Les conseils que je donnerai donc aux femmes entrepreneures c'est de se former et de bien maitriser les connaissances basiques de la Gestion financière. Aussi, elles devront refléter la force de caractère qui les caractérise déjà dans leur style de management, recruter le personnel qualifié sans considérations népotistes, assurer une séparation saine de leurs deniers personnels avec ceux de leurs entreprises, et arrêter les dépenses superflues lors des cérémonies. .

Et encore, à travers AFCOL, nous sommes toutes là – femmes comptables libérales pour appuyer nos sœurs femmes maliennes entrepreneures dans la mise en œuvre de ces conseils pour la bonne gouvernance et compétitivité de leur entreprise.

Mali Musow : Et pour la génération montante, quels conseils personnels pouvez-vous donner aux jeunes filles pour qu'elles embrassent les filières scientifiques et continuer avec des études supérieures? Assurer la pérennité des associations telles qu'AFCOL-Mali

Fatouma : De nos jours, les lycéens et plus particulièrement les lycéennes préfèrent les séries littéraires aux séries scientifiques. La raison invoquée est de pouvoir augmenter ses chances à terminer les études. Les chances de réussite au Baccalauréat dans les séries littéraires serait semble-t-il plus élevées. Mais, ceci aussi aboutit à un engorgement de diplômés de même profil, créant un surplus de demandeur d'emplois, sans que cela soit nécessairement reflété au niveau de l'offre. Donc en conséquence, les avantages liés à un taux élevé de réussite au BAC, deviennent très vite des inconvénients face à la demande et disponibilité d'emplois.

Les branches scientifiques telles que les filières d'ingénieurs et de management parce que moins prisées offrent donc plus d'opportunités d'emplois. J'invite donc les jeunes particulièrement les jeunes filles à être encore plus courageuses pour embrasser les études scientifiques. Car si je ne trompe, toutes les études faites dans le domaine, démontrent qu'une fois qu'elles y entrent, les filles performent autant que les garçons sinon même plus. Donc, les filles peuvent et doivent aller vers les études supérieures mais surtout vers les matières scientifiques. Le Mali a surtout besoin de cela, encore plus de femmes médecins, ingénieurs, mathématiciennes, et bien sûr Expert-comptable.

APDF : Scéance de formation HeForShe sur les violences faites aux femmes

Dans le cadre des festivités commémoratives des 16 jours d'activismes contre les violences faites aux femmes et aux filles, l'APDF – Association pour le Progrès et le Développement des femmes a animé une séance de formation, d'information, de sensibilisation et de plaidoyer à l'endroit des hommes. L'initiative qui s'inscrivait dans le cadre de la Campagne HeForShe de ONU Femmes, a enregistré la participation de trente hommes venus des différentes régions du Mali et des communes du district de Bamako. Pendant deux jours du 7 au 8 Décembre, réunis au Centre Aoua Keita, ces hommes ont discuté et partager leur expériences sur les questions de violences basées sur le Genre (VBG). Ils ont élaboré des recommandations et stratégies leur permettant d'être encore plus actifs dans la lutte contre les VBG. A la fin de la session, ces nouveaux HeForShe se sont engagés à aussi servir de relai au sein de leur communautés respectives pour la lutte contre tout type de discrimination à l'endroit des femmes et des filles.

ONU FEMMES lance son Conseil Consultatif de la Société Civile au Mali

(Bamako, le 05 novembre 2015) ONU Femmes à procédé à la mise en place de son Conseil Consultatif de la Société Civile, c'était au Radisson Blu Hôtel de Bamako en présence du Ministre du Culte et des Affaires Religieuses, le Représentant Résident de ONU Femmes, des autorités administratives et politiques, des représentants d'institutions internationales et d'associations de la société civile. Organe composé de douze membres dont neuf femmes, le conseil fournira pendant deux ans, de 2015 à 2017, des conseils et orientations stratégiques aux programmes de ONU Femmes au Mali et servira d'outil fort de plaidoyer et de consolidation des relations entre ONU Femmes et les populations à la base.

Une vue du présidium. *Credits : ONU Femmes*

Eminentes personnalités et activistes et travaillant sur les questions du Genre et du développement, les douze membres du Conseil Consultatif de la Société Civile ont été choisis à la suite d'un processus rigoureux de sélection piloté par un comité d'experts du Genre. La composition a tenu compte des axes programmatiques de ONU Femmes et aussi des besoins de représentativité sociale. Ainsi, neuf femmes ont été retenues dont deux jeunes moins de quarante-ans et une basée à l'intérieur du pays. Sur les trois membres masculins, un moins de quarante ans et un retraité vivant en milieu rural.

La cérémonie de lancement a été donc une opportunité de mettre le Conseil sur ses fonds baptismaux et le présenter au grand public. Ainsi, s'exprimant au nom des membres, la doyenne d'âge, Mme Diarra Afoussatou Thiéro, a pris la parole pour remercier ONU Femmes et tous ses partenaires pour la confiance et réitérer leur engagement total pour la cause commune qui nous réunit toutes, à savoir faire du Mali une société égalitaire respectueuse des droits des femmes et qui offre un environnement favorable pour leur pleine autonomisation.

Le Ministre du Culte et des Affaires Religieuses, S.E. Thierno Amadou Omar Hass Diallo, représentant le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, a salué la mis en place du Conseil Consultatif de la Société Civile. Il a rappelé le rôle fondamental joué par la femme au sein des sociétés et la place de choix qui lui est réservée dans les textes religieux, particulièrement islamique : « la femme est un élément essentiel de la foi religieuse. La femme fut la première personne à reconnaitre la prophétie du prophète Mohamed (Paix sur Lui) » déclarait-il. Le Ministre Diallo, a aussi loué les nombreux efforts et autres sacrifices consentis par la femme malienne. Ainsi, il a invité ONU Femmes et les nouveaux membres du Conseil Consultatif à encore mettre plus d'accent sur le combat pour l'émancipation de la femme rurale.

S'exprimant au nom des partenaires clés de ONU Femmes, la Représentante Résidente d'ONU Sida, Mme Thérèse Poirier, a exprimé toute sa gratitude et reconnaissance aux douze membres qui ont accepté volontairement de porter haut ce noble combat pour l'égalité des sexes et faire avancer l'agenda de l'autonomisation de la femme malienne.

A son tour, le Représentant Résident d'ONU Femmes,

Dr. Maxime Houinato, a rappelé les liens historiques qui existent entre ONU Femmes et la Société Civile, qui a joué un rôle précurseur dans la création de l'Organisation. Il a aussi saisi l'occasion pour saluer l'engagement de tous ces hommes et femmes qui œuvrent tant pour la promotion et le respect des droits de la femme.

Après la remise symbolique de fanions d'honneur et d'insignes distinctifs ux douze membres, un cocktail a été servi en leur honneur aux nombreux invités qui avaient répondu à leur invitation.

Une séance de travail a suivi la cérémonie solennelle de lancement où il a été question essentiellement de la planification d'une prochaine rencontre pour la mise en place d'un bureau/organe de pilotage au sein du Conseil et aussi d'un plan de travail. Mme Doumbia Mama Koité, qui est membre du Groupe Consultatif de la Société Civile de ONU Femmes au niveau régional était présente à la réunion. Elle a partagé son expérience avec ses pairs et donné des conseils et autres orientations pour la réussite de leur mandat.

Ainsi, le jeudi 26 novembre 2015, le nouveau Conseil Consultatif de la Société Civile de ONU Femmes a tenu sa première réunion en présence du Représentant Résident, et la Spécialiste de Programme de ONU Femmes avec les différents chargés de programmes. L'ordre du jour portait essentiellement sur deux points : 1) la mise en place d'un bureau / organe de pilotage ; et 2) la répartition des douze membres du conseil selon des thèmes de plaidoyer en relation avec les cinq axes programmatiques, domaines d'intervention de ONU Femmes au Mali.

Après le Conseil a pu mettre en place son organe de pilotage. Ainsi, le choix de Président s'est porté sur la doyenne, ancienne Ministre de la Promotion de la Femme, Mme Diarra Afoussatou Thiéro. Deux jeunes ont été choisis pour assumer les postes de Vice-Président : M. Mohamed Salia Touré, président du Conseil National de la Jeunesse, et Mme Togola Hawa Séméga, présidente du quotidien journal en ligne Kunafoni.com.

Concernant, le choix de thèmes de plaidoyer, les différents chargés de programmes ont présenté à tour de rôle leur domaine d'intervention. Ces interventions furent suivies d'échanges pour permettre une meilleure connaissance des cinq axes programmatiques de ONU Femmes, à savoir : 1) le leadership et la représentativité politique de la Femme : 2) l'Autonomisation économique de la femme, 3) la lutte contre les violences faites aux femmes ; 4) la Réponse humanitaire, Femmes, Paix et Sécurité et 5) la Planification et Budgétisation sensibles au Genre. Les membres ont souhaité mettre à profit la période de fin d'année pour approfondir les réflexions. La séance s'est levée avec la présentation de vœux mutuels et la promesse pour une année laborieuse avec un plan de travail conséquent pour 2016.

Membres du Conseil Consultatif de la Société Civile lors des 16 Jours d'Activisme contre les Violences faites aux Femmes.
Crédits : ONU Femmes

Article rédigé avec les contributions de Mr. Boubacar Diarra, Assistant du Groupe Thématique Genre.

Note aux lecteurs:

Le concept des Conseils Consultatif de la Société a été initiés sur la base de la Résolution (GA/64/289) de l'Assemblée Générale constitutive de ONU Femmes et du premier Plan Stratégique de l'Organisation (2011-2013 appelant tous les deux à la pérennisation des relations historiques liant ONU Femmes à la Société Civile, précurseur dans la création de l'Institution. C'est le 17 mai 2012 que les membres du tout premier Groupe Consultatif de la Société Civile ont été nommés au niveau du siège d'ONU Femmes à New York. A nos jours plus de 40 groupes ont ainsi été installés pour soutenir les divers programmes de ONU Femmes de par le monde.

MEMBRES DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

2015 | 2017

Kadiatou BABY MAIGA

Docteur en Sciences de l'Educations, consultante régionale pour le FAWE (Forum of African Women Educationalists).

Dr Kady BABY MAIGA est bilingue et a une expertise avérée dans l'Education des Filles et des Femmes, le développement de Réseau, l'analyse institutionnelle du Genre, le leadership féminin et le Plaidoyer / Lobbying.

Auparavant elle a travaillé à l'UNICEF, l'USAID, Care International au Mali, le ROCARE, tout ce qui a contribué à lui donner une expérience de travail dans un environnement multiculturel. Kady BABY est un membre influent de la Société Civile du Mali. Dans le cadre de ses activités, elle a reçu plusieurs distinctions aux niveaux national, régional et international. Kady est Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Mohamed Salia TOURE

Mohamed Salia TOURE, né le 29 Mai 1982 à Youwarou dans la région de Mopti. Après ses études primaires à Bourem, il entama son second cycle à Markala où il obtenu le DEF et le BAC en sciences humaines respectivement en 1998 et 2001. il entama alors des études en histoire à l'université de Bamako puis à March Bloch à Strasbourg où il obtenu une licence en histoire de l'art et en science politiques. Aussi un Master pro en décentralisation et étude du développement territorial à Bamako.

Depuis le lycée de Markala il commença à Militer dans le mouvement associatif à travers le club Amadou Hampaté Bâ, et plus tard fut membre fondateur du Cercle de Reflexion pour Jeunes à la jeune chambre internationale. Depuis 2013 Il est président du Conseil National de la Jeunesse du Mali. Marié et père de 2 enfants.

Mariam Diallo Dramé

Leader dans la promotion du leadership des jeunes, de l'égalité genre, et du développement durable. Madame Drame fut la Coordinatrice Régionale Afrique Subsaharienne du Réseau International de Connaissances sur les Femmes en Politique (iKNOW Politics). Elle a une compétence avérée sur les questions de genres, politiques et résolution des conflits. Elle préside l'Association Femmes Leadership et Développement Durable (AFLED) qui œuvre pour la formation des jeunes filles et leur implication dans la promotion de l'équité genre et une culture de paix. Mariam a participé au 1er forum du Président Obama avec les jeunes leaders africains. Elle a aussi été reçue à l'Elysée.
Elle est membre du groupe de référence pour l'élaboration de l'agenda de l'Union Africaine sur la démocratisation et la paix en 2063. Elle a participé à l'élaboration du Manuel Genre et Election avec le NDI.
En janvier 2015 elle a reçu la médaille du Mérite.

Sékouba DIARRA

Statisticien de son état, Monsieur Sékouba Diarra, qui vient de faire valoir ses droits à la retraite en janvier 2015, est un grand commis de l'Etat ayant évolué principalement dans les domaines de la Statistique (collecte, traitement et analyse), de l'économie-finances, de la Conception, coordination et suivi-évaluation des politiques publiques de développement, particulièrement de lutte contre la pauvreté, et de la Coordination de l'aide au développement.
Après l'obtention en 1974 du baccalauréat en série Sciences Exactes, Monsieur Diarra fit ses études supérieures au Cameroun où il obtint successivement son Diplôme d'Ingénieur d'Application de la Statistique (option Planification et Economie Approfondie) en Juin 1980 et son Diplôme d'Etudes Démographiques en Juin 1982. Enfin, depuis le 07 octobre 2015, Monsieur Diarra appui l'Administration comme Chargé de Mission au Ministère de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine.

Maye NIARE BANKINEZA

Née le 17 juillet 1975, Maye NIARE BANKINEZA n'a pas toujours vécu une enfance facile, pas parce que ses parents n'avaient pas les moyens mais simplement parce que son père avait une conviction dans la vie : « la vie n'est pas toujours facile, et il ne faut pas tout faciliter aux enfants ». Forte de cette conviction, son Père va l'inscrire dans une école aux enseignements stricts et catholiques, le Cours Notre Dame du Niger. Elle est ressortie de cette expérience avec des leçons durement acquise, une reconnaissance éternelle pour ses parents et ses formateurs ainsi qu'une meilleure compréhension de ce qu'est l'empathie et la capacité de croire et de tout mettre en œuvre pour que ses rêves se réalisent. Par respect de la volonté de son Père qui voulait que sa fille lui emboite le pas, Maye, dans un premier temps décrochera un diplôme en finances comptabilité. Mais cette dame engagée ne résistera pas longtemps à sa passion. Elle va devoir reprendre ses études pour orienter sa carrière vers le métier qu'elle a toujours chéri: la communication.

TRAORÉ Oumou TRAORÉ

Mme Traoré Oumou Traoré est native de Bougouni (à Sikasso, 3ème région du Mali), mariée et mère de 3 enfants.
Actuellement en formation pour un Master 2 en MBA-Pro à l'IFG de Paris et la Sorbonne, en e-learning, Mme Traoré est sortie de l'Ecole des Hautes Etudes Pratiques en Management du Mali (EHEP) où elle obtint en 1988 un Diplôme Universitaire de Technicien Supérieur (DUTS) en Secrétariat Bureautique ; ceci à partir d'un Baccalauréat malien en série Sciences Humaines au lycée de Bougouni en 1985.
Elle s'aventura dans l'entreprenariat privé et créa deux entreprises: TECHNAAPRO-SERVICES (Centre de TECHNiques d'Appuis Administratifs PROfessionnels) et LA VIEILLE MARMITE . Notre entreprise est membre de plusieurs associations et réseaux de développement de toute initiative de créativité féminine. Elle soutient et appui l'ONUFEMMES pour l'atteinte de tous ses objectifs.

TOGOLA Hawa SEMEGA

Né le 5 juillet 1984 à Ségou, Hawa Séméga s'est mariée en mai 2013 avec l'ingénieur informaticien Tidiani Togola avec lequel elle a eu 2 enfants.
En octobre 2010, Togola Hawa Séméga décroche sa maitrise en Sciences de l'Education à la Faculté des Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines (FLASH). Amoureuse des enfants, la jeune dame exercera le rôle d'animatrice en sensibilisation sur le diabète dans les 6 communes du district et les régions de Sikasso et Tombouctou, en collaboration avec l'ONG Santé Diabète Mali et le centre de bande dessinée de Bamako de 2009 à 2011.
Après avoir créer son propre journal en ligne Kunafoni.com. Un quotidien d'informations générales et spécialisées sur le Mali et ses régions.
En décembre 2011, Hawa Séméga est primée Soroké D'or pour le meilleur article de presse sur le chômage et l'emploi des jeunes.

Salif FOFANA

Né à Thiakadougou Dialakoro (cercle de Kati) le 03 mars 1968, Salif FOFANA est marié et père de deux enfants.
Il a une Maîtrise en Anglais à l'Ecole Normale Supérieure (ENSUP).
Du 02 mai 2007 à aujourd'hui, il a été Coordinateur de programmes d'Amnesty International Mali. L'Organisations et réalisation des rencontres de plaidoyer/lobbying sur la signature et la ratification du Traité sur le Commerce des Armes (TCA) auprès du gouvernement du Mali, de l'Assemblée Nationale, des Organisations Intergouvernementales (UE, UA et CEDEAO) des organisations de la société civile et médias.

Il a aussi fait une mise en place et formation d'un réseau de journaliste pour la couverture médiatique des questions de droits humains et les campagnes stratégiques d'Amnesty Mali (lutte contre l'impunité, les violences sexuelles dans le conflit armé, la torture et la peine de mort).

2015 | 2017

Afoussatou THIERO DIARRA

Elle est magistrat de formation de classe exceptionnelle à la retraite et est membre de l'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel du Mali. Elle a été la Coordinatrice des ONG et Associations Féminines du Mali pendant 5 ans. Elle a ensuite été nommée Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Mali de 1997 à 2002. Elle est membre de l'Association des Juristes Maliennes et du Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires du Mali et travaille beaucoup avec le Wildaf Mali. Elle a été pendant 5 ans Membre du Comité des Femmes Africaines de l'UA. Elle a été l'origine du Code des Personnes et de la Famille du Mali. Elle est aussi l'initiatrice du Code de Protection de l'Enfant au Mali. Elle a reçu la Formation des Femmes Médiatrices de l'Afrique de l'Ouest en Juillet 2011 à Abuja et Octobre 2011 à Dakar Saly. Elle est une femme très affable et d'un contact très facile et elle a fait des consultations sur le genre et les droits des enfants.

Fatimata A TOURE

Née le 27 Février 1961 à GAO, Fatimata A TOURE est Ingönieur Agronome consultante local en Genre avec une solide expérience en développement local et communautaire. Elle est l'actuelle Directrice exöcutive de l'ONG Nationale GREFFA. C'est à travers cette ONG qu'elle a eu pendant l'occupation du septentrion malien à porter sa voix contre les violations des droits de l'Homme malgré (des menaces à son encontre) par les extrémistes. Elle en a profité pour apporter des soins médicaux aux malades de Gao transférés à Mopti.
Elle a été Lauréate du Prix International de Femme de Courage de 2014 décerné pat Michelle OBAMA.

Fatimata Touré a occupé plusieurs autres responsabilités en tant que consultante, formatrice, facilitatrice dans des programmes de développement rural principalement dans le Nord du Mali et au plan national

Mariam Coulibaly Ndiaye

Elle est la Représentante au Mali, de l'ONG Zakat Foundation of America (Organisation Internationale à but non lucratif dont le siège est à Chicago aux USA), assure parallèlement des missions en tant que Consultante ou facilitatrice auprès des Nations Unies ou d'autres Organisations dans le domaine du développement des Ressources Humaines, du Renforcement du Cadre Ethique et du Teambuilding

Elle est une formatrice parfaitement bilingue Français et Anglais, et une facilitatrice expérimentée avec des compétences particulières dans les domaines comme : Team-Building, Recrutements basés sur les Compétences, Counselling de Carrière, Coaching, Développement Professionnel et Personnel, Préparation à la retraite, Renforcement du Cadre Ethique, Révision et Amélioration de processus de travail.

DEMBELE Oulématou SOW

Madame DEMBELE Oulématou SOW est née le 04 juin 1959 à Kayes. Sortante de l'IPR de Katibougou avec un diplôme d'ingénieur des sciences appliquées -Spécialité « Élevage ». Elle a décroché après un Master en Décentralisation et Ingénierie du Développement Local à l'Institut Universitaire de Développement Territorial (IUDT)/ Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako
Elle a mené une longue carrière dans le domaine du développement et continue à nourrir une ambition sans faille pour le service de la nation.

Elle a également à son actif plusieurs attestations de stage et de participation à des ateliers nationaux et internationaux, ainsi que de voyages d'étude, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, en Ethiopie/Addis Abeba, en Afrique du Sud, à Génève, aux Pays-Bas, en Chine et en France.

MEMBRES DU CONSEIL CONSULTATIF DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ONU FEMMES

M. Maxime Houinato, Représentant Résident et toute l'Équipe de ONU Femmes au Mali vous remercient pour tout le soutien en 2015 et vous souhaitent de très belles fêtes de fin d'année. Paix, Santé et Prospérité pour toutes et tous en 2016.